

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007150]

25 MARS 2024. — Arrêté ministériel adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Bertrix - Libramont - Neufchâteau (pl. 67/3) visant l'inscription, sur le territoire des communes de Bertrix et d'Herbeumont, d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, l'inscription d'une zone forestière au sud de la carrière actuelle

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), l'article D.II.50 ;

Vu le schéma de développement du territoire (SDT), adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1984 établissant le plan de secteur de Bertrix - Libramont - Neufchâteau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 décidant de réviser partiellement le plan de secteur de Bertrix - Libramont - Neufchâteau (pl. 67/3), adoptant le projet de révision en vue de l'inscription, sur le territoire des communes de Bertrix et Herbeumont, d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, de l'inscription d'une zone naturelle au sud de la carrière actuelle, et décidant de le soumettre à l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 2019 adoptant le contenu du rapport sur les incidences environnementales relatif au projet de révision précité ;

Réalisation du rapport sur les incidences environnementales

Considérant qu'une évaluation des incidences est prescrite par le Code ; qu'elle a été décidée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 précité et que son contenu a été fixé par l'arrêté ministériel du 25 novembre 2019 précité ;

Considérant que le demandeur a chargé le bureau d'études « PISSART architecture et environnement » de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales et en a informé l'administration le 9 décembre 2019 ; que le bureau PISSART est dûment agréé et n'a pas fait l'objet d'une récusation en date du 18 décembre 2019 ;

Considérant que le pôle « aménagement du territoire » a été régulièrement informé de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales, comme le prévoient les articles D.II.49, § 1^{er} et D.VIII.30 du CoDT ; qu'il a formulé des observations et présenté des suggestions le 16 juillet 2021, à l'issue de la première phase de l'étude, et le 30 mai 2022, à l'issue de la seconde phase de l'étude ;

Considérant que le pôle « Environnement » et les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité des communes de Bertrix et d'Herbeumont ont également été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant que le pôle « Environnement » a fait part de ses observations et suggestions, le 18 août 2021, à l'issue de la première phase de l'étude, et le 25 mai 2022, à l'issue de la seconde phase de l'étude ;

Considérant que les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité des communes de Bertrix et d'Herbeumont n'ont pas remis de remarques ou observations pendant la réalisation du rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a intégré l'ensemble des observations et suggestions dans son document final, déposé le 19 août 2022 ;

Réponse aux objectifs poursuivis par le projet de plan

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales confirme l'existence d'un gisement exploitable dans l'extension demandée selon une direction N85E ; que l'épaisseur théorique de celui-ci atteint 300 mètres et que sa qualité a été vérifiée par la réalisation de plusieurs tranchées ;

Considérant que les réserves de gisement sont validées à long terme à un rythme de exploitation volontariste de 20.000 T/an ; que les réserves de gisement permettent d'assurer la pérennité de l'exploitation pour environ 50 ans ; que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales souligne que le projet de révision sera le seul projet d'extension réalisable puisqu'elle intègre l'ensemble du gisement techniquement exploitable ; qu'il juge également que la gestion des terres de découverte et des stériles liée à l'exploitation de ce volume de gisement est réalisable ;

Considérant que l'exploitation de cette partie du gisement est destinée à poursuivre l'activité extractive sur le site étant donné les réserves de gisement évaluées entre 1,5 et 3 ans sur la zone d'extraction existante ;

Considérant qu'il ressort également du rapport sur les incidences environnementales que le projet de plan soutient une activité économique locale et artisanale exploitant une roche typiquement ardennaise qui permettra de fournir plusieurs produits de qualités dont plus de 60% de la valeur ajoutée se fait en Belgique ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales reconnaît le soutien qu'apporte le projet de révision à une activité unique en Wallonie étant donné que l'entreprise « Les Ardoisières d'Herbeumont » est la seule à proposer la production de schistes ornementaux et d'ardoises en Wallonie ;

Considérant que, selon le rapport sur les incidences environnementales, la demande est répartie en quatre zones de chalandise à savoir l'Ardenne belge, le reste de la Belgique, les Pays-Bas et la France ; que la position de l'entreprise sur le marché est singulière étant donné la spécificité des produits ; que les perspectives d'évolution du marché sont relativement stables ; que des pistes de valorisation sont envisagées par l'exploitant en maintenant une activité à caractère artisanal ;

Considérant que l'extension d'une exploitation existante permet de valoriser des installations et un savoir-faire existants ; qu'elle permettra au minimum de maintenir l'emploi existant direct de 10 personnes et indirect de 15 personnes, voire de créer de nouveaux emplois si la production annuelle est augmentée ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales en conclut que le projet de plan est justifié en termes de besoins économiques ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales affirme que la révision du plan de secteur contribue au maintien du patrimoine historique et architectural wallon local ; que continuer l'extraction de schistes ardoisiers permet de maintenir les caractéristiques de ce patrimoine lors de rénovations et de le valoriser au travers des nouvelles constructions ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales établit que le site touristique et patrimonial de la Morépire est situé à proximité immédiate de l'extension de la zone d'extraction ; que ce site comprend d'anciennes galeries et salles d'exploitation souterraines du même gisement ; qu'il mentionne qu'une distance minimale de l'ordre de 55 à 60 m sera maintenue entre les salles les plus proches et le plancher de la carrière en fin d'exploitation ; que cette distance est raisonnable pour exclure tout désordre significatif lié aux vibrations ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales note que le projet de révision du plan de secteur implique la suppression du périmètre d'intérêt paysager ; que cette suppression est proposée par l'asbl ADESA qui souligne, au terme de son analyse paysagère, l'absence d'intérêt paysager de ce périmètre en raison des versants boisés assez fermés situés dans une vallée encaissée et la présence d'un intérêt plus écologique que paysager ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime que le projet de révision du plan de secteur permet de favoriser à terme le développement de la biodiversité par la recolonisation des anciennes carrières par une nouvelle faune et flore ; que l'affectation en zone naturelle au terme de l'exploitation est de nature à y concourir ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales conforte également le projet de plan des points de vue énergétique, climatique et de la mobilité, estimant que la valorisation des produits dans un contexte en grande partie local limite les incidences liées à l'énergie grise des matériaux transformés et au transport à longue distance de ceux-ci ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales n'estime pas que l'inscription de zones d'extraction et de dépendances d'extraction engendrera des impacts environnementaux sur la qualité de vie, les activités humaines, le sol et le sous-sol, les eaux ou la biodiversité qui le conduisent à remettre en cause le projet de plan ; qu'il ne retient aucune alternative jugée préférable sur ces plans en termes de localisation, de délimitation ou d'affectation ; qu'au regard des incidences engendrées par l'extension de la carrière sur site les milieux intéressants repris dans le site Natura2000 BE34046 Bassin de la Semois de Florenville à Auby, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales évalue les compensations écologiques énoncées dans le dossier de demande, valide un ratio de 3 :1 et propose une série de mesures d'accompagnement écologique à prévoir ; que les autres mesures d'atténuation des nuisances qu'il propose visent des équipements techniques et aménagements particuliers relevant de l'examen des demandes de permis subséquentes à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur et des évaluations environnementales dont elles feront l'objet ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a évalué le choix de la zone à affecter en zone non destinée à l'urbanisation, opéré par le projet de plan, au titre de compensation planologique à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction sur des biens immobiliers inscrits au plan de secteur en vigueur en zone naturelle sur une superficie de 4,6 ha ; qu'il a établi une analyse comparative de l'affectation proposée au projet de plan avec une affectation en zone forestière au regard de la demande du conseil communal d'Herbeumont ; qu'il en ressort :

- que le périmètre de compensation planologique est en partie occupé par des plantations résineuses (épicéas) et par des plantations feuillues (hêtraie claire) ; que l'entièreté de la superficie concernée est constituée de propriétés publiques soumises au régime forestier et gérées par le DNF ; que cette situation de fait correspond donc mieux à la fonction principale définie pour la zone forestière ;

- que le périmètre proposé comme compensation planologique présente en effet un certain intérêt biologique (présence de hêtraie à luzule, mais de qualité moindre à celle observée au sein de la zone « Babinay ») ; que l'intérêt biologique de ce périmètre ne justifie pas à lui seul la réaffectation en zone naturelle ;

- que dans la pratique, la conduite forestière des peuplements sera très vraisemblablement assurée de la même manière, quelle que soit l'affectation choisie ;

- que l'affectation en zone forestière semble donc permettre davantage de souplesse au niveau de l'exploitation, tout en assurant un équilibre écologique ;

- que l'affectation en zone naturelle semble plus cohérente en termes de découpage du plan de secteur ;

Considérant qu'il conclut que le choix entre l'affectation du périmètre de compensation planologique en zone forestière ou en zone naturelle devra faire l'objet d'un arbitrage entre :

- d'une part, la cohérence entre l'utilisation et l'affectation des terrains concernés ; que ceux-ci restant voués à la sylviculture, l'affectation en zone forestière est plus pertinente ;

- d'autre part, un découpage plus harmonieux du plan de secteur, l'affectation en zone naturelle étant dans ce cas plus appropriée ;

Considérant qu'il souligne que les deux affectations envisagées sont compatibles avec les objectifs d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement ; que dans la mesure où le périmètre de compensation planologique permet également d'assurer la compensation écologique pour les plantations résineuses et les jeunes plantations feuillues qui seront supprimées par la mise en œuvre du projet de plan, l'affectation en zone naturelle est ici à privilégier. Il est donc recommandé d'opter pour cette affectation en zone naturelle, comme prévu dans l'arrêté ;

Avis des instances

Considérant que, étant donné la nature du projet de révision du plan de secteur, il a été fait application des dispositions de l'article D.II.49, § 2, du CoDT qui permettent de soumettre le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales à consultations ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement (SPW-ARNE) et Agence wallonne du Patrimoine (AWAP) ont été consultés le 23 décembre 2022 ;

Considérant que l'AWAP a remis un avis favorable en date du 20 février 2023 ; qu'il souligne que la pérennisation de l'activité extractive contribue au maintien du patrimoine historique et architectural wallon local par la poursuite de la production de schiste ardoisier ;

Considérant que le SPW-ARNE a remis un avis favorable en date du 23 février 2023 ; que les différents services ne remettent pas en cause l'inscription des périmètres en zone d'extraction ou de dépendances d'extraction ainsi que la réaffectation retenue en guise de compensation planologique ; que l'avis est assorti de différentes précisions et propositions visant à améliorer la gestion de certains risques ou nuisances environnementales ;

Considérant que, dans son avis, le SPW-ARNE constate l'analyse comparative effectuée par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales liées aux affectations envisageables pour la compensation ; que selon leur analyse une réaffectation en zone naturelle paraît plus appropriée ; qu'il souligne que cette affectation ne ferait perdre à la commune d'Herbeumont que 48 ares de résineux ;

Considérant que la Direction des risques industriels, géologique et miniers (DRIGM) du SPW-ARNE recommande de rester prudent quant au risque géotechnique associé à la mise en œuvre des périmètres réaffectés en zone d'extraction et de dépendances d'extraction ; qu'il conviendra de pouvoir revoir la distance de sécurité à maintenir entre les anciennes galeries de la Morépire et la fosse d'exploitation ;

Considérant que les avis sollicités n'ont pas remis en cause le projet de plan et n'ont pas permis d'établir qu'une autre solution raisonnable soit de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis par le projet de plan ; qu'il n'y a pas eu lieu d'adopter un nouveau projet de plan ;

Enquête publique

Considérant que ce projet de révision du plan de secteur de Bertrix – Libramont – Neufchâteau a été soumis à enquête publique du 7 septembre au 23 octobre 2023 dans les communes de Bertrix et d'Herbeumont, conformément au prescrit des articles D.VIII.7 à 9 du CoDT ;

Considérant que l'enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation ;

Avis après enquête

Considérant que le conseil communal de Bertrix a émis un avis sur ce projet de plan dans le délai fixé par l'article D.II.49, § 5 du CoDT ;

Considérant que le Conseil communal de Bertrix a émis, le 16 novembre 2023, un avis favorable au projet de révision du plan de secteur aux conditions suivantes :

- l'inscription d'une zone tampon de minimum 80 mètres de largeur en bordure ouest de la zone d'extraction projetée ;

- cette zone tampon ne pourra en aucun cas faire l'objet d'un déboisement et sera au besoin renforcée ;

- le demandeur apportera à la Commune de Bertrix toutes les garanties sur la compatibilité de l'extension de la carrière avec le projet touristique et patrimonial de la Morépire dans le cadre de la demande de permis ;

Considérant qu'il ressort de cet avis que les quatre salles de la mine n'étaient pas prises en compte dans la dernière version du dossier ; que la localisation précise de ces salles fait l'objet de récentes investigations ; qu'à ce stade il convient d'éviter toute détérioration de la galerie et des salles de la Morépire ;

Considérant que le conseil communal d'Herbeumont a émis un avis sur ce projet de plan dans le délai fixé par l'article D.II.49, § 5 du CoDT ;

Considérant que le Conseil communal d'Herbeumont a émis, le 9 octobre 2023, un avis favorable quant à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle ainsi qu'à la suppression du périmètre d'intérêt paysager inscrit en surimpression des futures zones d'extraction et de dépendances d'extraction ; qu'il émet un avis défavorable quant à l'inscription, au titre de compensation planologique, d'une zone naturelle aux dépens de la partie sud de la zone de dépendances d'extraction de la carrière du Grand Babinay ;

Considérant que le Conseil communal d'Herbeumont souligne que son avis du 3 octobre 2016 n'a pas été pris en compte ; que l'affectation en zone naturelle ne permet pas à la commune d'y maintenir son activité sylvicole ; qu'à ce titre, ladite compensation planologique est financièrement défavorable pour la commune d'Herbeumont ; qu'il souhaite que la compensation soit affectée en zone forestière ;

Considérant que les avis des pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement », prescrits en application de l'article D.II.49, § 7, du CoDT, ont été sollicités le 30 novembre 2023 ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » a émis un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur en date du 22 décembre 2023 (AT.23.114. AV) ;

Considérant que cet avis favorable est assorti des considérations suivantes :

« Le Pôle relève l'urgence de cette révision du plan de secteur vu le peu de réserves de gisement au sein de la fosse existante. Cette révision permettra dès lors l'accès à une nouvelle réserve de gisement indispensable à la poursuite de l'activité de cette carrière, qui est en outre l'unique exploitation de schiste ardoisier pour la production de schistes ornementaux et d'ardoises en région wallonne.

Le Pôle « Aménagement du territoire » salue le dialogue entre les différents acteurs concernant notamment les activités touristiques à proximité. Il demande que ce dialogue soit poursuivi au vu des synergies possibles entre ces activités.

Le Pôle constate en outre que cette demande n'a suscité aucune réclamation lors de l'enquête publique organisée au sein des deux communes.

Le Pôle n'émet aucune objection quant à l'affectation en zone naturelle de la compensation planologique au vu de l'avis émis par le SPW-ARNE estimant que celle-ci est la plus appropriée.

Le Pôle n'émet aucune objection quant à la suppression de ce périmètre d'intérêt paysager.

Concernant la qualité du rapport sur les incidences environnementales, le Pôle Aménagement du territoire estime que celui-ci contient les éléments nécessaires à la prise de décision. »

Considérant que le pôle « Environnement » a émis un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur en date du 10 janvier 2024 (ENV.24.1.AV) ;

Considérant que cet avis sollicite la prise en compte des remarques suivantes :

« Le Pôle remet un avis favorable sur l'inscription de la zone naturelle en guise de compensation qui devra amener le gestionnaire à désenrésiner et à replanter du feuillu.

Le Pôle émet également un avis favorable sur la suppression du périmètre d'intérêt paysager au droit de l'exploitation. »

Considérant que le pôle « Environnement » s'interroge sur le choix des compensations écologiques proposées et évaluées au regard des futures incidences sur la hêtraie à luzule reprises en site Natura2000 ; qu'il rappelle quelques recommandations qu'il soutient dans le cadre de la demande de permis à venir ;

Adoption définitive de la révision du plan de secteur

Considérant les motivations apportées à l'inscription des zones par l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2019 précité ;

Considérant qu'aucune réclamation formulée lors de l'enquête publique ne s'oppose à ce projet de révision du plan de secteur ou n'implique que des modifications y soient apportées ;

Considérant que les avis émis par les conseils communaux à l'issue de celle-ci, en application du CoDT, ne s'opposent pas au projet de révision du plan de secteur mais que le Conseil communal de Bertrix demande de tenir compte de l'activité touristique et patrimoniale du site de la Morépire ;

Considérant que toute zone d'extraction doit comporter un périmètre ou dispositif d'isolement conforme à l'article D.II.28, aliéna 3 ; que les modalités doivent être précisées au niveau des autorisations d'exploiter qui devront être délivrées ;

Considérant que le présent arrêté se rallie à cette attention et entend anticiper la prise en compte de ce risque ; qu'il établit à ce stade de la révision du plan de secteur une prescription supplémentaire précisant l'affectation de la zone et visant à garantir la stabilité et la sécurité du site de la Morépire sur une largeur en bordure Ouest de la zone d'extraction projetée ; qu'il définit la prescription supplémentaire comme suit :

« La mise en œuvre de la zone est conditionnée à la mise en place d'un monitoring de la stabilité des anciennes galeries et salles d'extraction du site touristique et patrimonial de la Morépire permettant de garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire » ;

Considérant que cette adaptation ne porte pas atteinte aux options fondamentales retenues par le projet de plan ; qu'elle précise l'affectation en zone d'extraction et permet de garantir l'intégrité et la sécurité du site touristique et patrimonial et de faire cohabiter deux activités spécifiques en lien avec le gisement de schistes ardoisiers ;

Considérant que les avis du conseil communal d'Herbeumont demandent de revoir l'affectation projetée au niveau de la compensation planologique ;

Considérant qu'il y a lieu de reconnaître l'importance pour la commune d'Herbeumont de l'activité sylvicole présente sur le site ; qu'il faut souligner que l'objectif de la révision du plan de secteur n'est pas de mettre à mal cette activité économique ; qu'il faut constater que même si le site présente un certain intérêt biologique celui-ci est toutefois de qualité moindre par rapport à celle observée au sein de la zone « Babinay » ; qu'il est opportun de rejoindre les propos de l'auteur du rapport sur les incidences environnementales sur la souplesse que permet l'affectation en zone forestière au niveau de l'exploitation forestière ;

Considérant qu'étant donné la faible superficie de la compensation, l'affectation des terrains en zone forestière n'impacte pas la préservation des milieux naturels intéressants du fond de vallée du ruisseau de l'ardoisière ; que l'affectation est néanmoins cohérente avec l'affectation en zone forestière des terrains situés au sud de la compensation ;

Considérant l'ensemble des éléments portés à sa connaissance, il y a lieu de modifier l'affectation de la compensation en zone forestière ;

Considérant que ce changement d'affectation ne porte pas atteinte aux options fondamentales retenues par le projet de plan pour la compensation planologique ;

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'adopter définitivement la révision du plan de secteur de Libramont-Bertrix-Neufchâteau portant sur :

Pour l'extension la carrière des Ardoisières d'Herbeumont, sur le territoire des communes de Bertrix et d'Herbeumont :

- l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 4,3 ha sur des biens immobiliers actuellement inscrits en zone naturelle et situés au nord et à l'ouest de la carrière existante.

- l'inscription d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation d'une superficie de 12,4 ha sur des biens immobiliers actuellement inscrits en zone naturelle et situés en extension ouest de la carrière du Grand Babinay. Cette zone est assortie sur une largeur de 80 mètres en limite ouest de la zone d'extraction nouvellement inscrite d'une prescription supplémentaire identifiée par le sigle « *S.107 » visant :

« La mise en œuvre de la zone est conditionnée à la mise en place d'un monitoring de la stabilité des anciennes galeries et salles d'extraction du site touristique et patrimonial de la Morépire permettant de garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire » ;

- la désinscription du périmètre d'intérêt paysager sur les zones de dépendances d'extraction et d'extraction nouvellement inscrites ;

Pour la compensation planologique :

- l'inscription d'une zone forestière, d'une superficie de 4,6 ha, sur des biens immobiliers inscrits en zone de dépendances d'extraction au sud de la carrière existante ;

Considérant que la mise en œuvre des nouvelles zones inscrites au plan de secteur par la présente révision fera l'objet de procédures et autorisations consécutives à son adoption définitive ; qu'il appartiendra aux autorités compétentes en la matière de déterminer les mesures visant à réduire davantage les impacts sur l'environnement de la mise en œuvre du plan, en s'appuyant, notamment, sur les recommandations formulées par le rapport sur les incidences environnementales réalisé dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur ; que ces mesures ne relèvent pas du contenu du plan de secteur ;

Conformité au schéma de développement du territoire

Considérant que la présente révision du plan de secteur a fait l'objet d'une étude relative à la nature, au volume et à la rareté du gisement, ainsi qu'aux besoins à moyen terme de la collectivité ; qu'elle respecte ainsi le principe de mise en œuvre établi dans le schéma de développement du territoire ;

Considérant que la présente révision du plan de secteur établit une réponse aux besoins à un horizon de 50 ans ; qu'il s'écarte en ce sens du principe de mise en œuvre du schéma de développement du territoire qui prescrit de répondre à un besoin à 30 ans ; que la révision inscrit l'entièreté du gisement exploitable et permet ainsi une valorisation adéquate de celui-ci et des perspectives claires à long terme ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'exploitation de carrières, l'option majeure retenue par le schéma de développement du territoire vise à protéger et gérer durablement les ressources du sous-sol, notamment par une exploitation parcimonieuse et une valorisation adéquate des gisements, tout en limitant les nuisances des exploitations liées à l'extraction et en favorisant le recours aux alternatives au transport routier ; que la révision du plan de secteur s'y inscrit parfaitement ;

Considérant que la révision du plan de secteur s'inscrit également dans l'objectif de contribuer à la création d'emplois et de richesse et plus spécifiquement dans l'option visant à conforter et développer des filières d'activité économique dont notamment celles de la rénovation et de la restauration du patrimoine ainsi que celle liée à l'utilisation de matériaux régionaux ;

Considérant que, malgré la petite taille de l'exploitation, la révision du plan de secteur participe au développement des atouts spécifiques de la Wallonie par rapport au contexte suprarégional au vu de la qualité des matériaux extraits et de la haute valeur ajoutée des produits exportés vers les Pays-Bas et la France ;

Respect de l'article D.I.1. du CoDT

Considérant qu'aux termes de l'article D.I.1., du Code du Développement territorial,

« § 1^{er} le territoire de la Wallonie est un patrimoine commun de ses habitants. L'objectif du Code du Développement territorial [...] est d'assurer un développement durable et attractif du territoire.

Ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale.

§ 2 La Région, les communes et les autres autorités publiques, chacune, dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont acteurs, gestionnaires et garantes de ce développement »

Considérant qu'à l'issue des conclusions du rapport sur les incidences environnementales, telles que synthétisées précédemment, il apparaît que la révision du plan de secteur contribue bien à la satisfaction des besoins sociaux, économiques, énergétiques et de mobilité de la collectivité sans porter une atteinte majeure au patrimoine et à l'environnement ;

Considérant que la révision du plan de secteur répond dès lors bien au prescrit de l'article D.I.1. du CoDT, comme l'envisageait le projet de plan, en ce qu'elle réalise un équilibre dans la satisfaction des besoins de la collectivité permettant d'assurer un développement durable et attractif du territoire ;

Considérant que la révision du plan de secteur s'inscrit dans les dynamiques locales et l'exploitation des spécificités territoriales en ce qu'elle permet la valorisation d'une ressource locale et la pérennisation d'activités et de compétences locales développées de longue date ;

Respect des principes applicables à la révision du plan de secteur (article D.II.45)

Considérant qu'en application de l'article D.II.45, du CoDT, l'inscription au plan de secteur de nouvelles zones destinées à l'urbanisation en lieu et place de zones non destinées à l'urbanisation, au sens de l'article D.II.23, du CoDT, doit répondre à des principes applicables à la révision ; que, lorsque ces nouvelles zones sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, leur inscription doit, en outre, être compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation ou d'une zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation, ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement, tant en termes opérationnels, environnementaux ou énergétiques qu'en termes de mobilité, en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage ;

Considérant que l'inscription au plan de secteur de la zone de dépendances d'extraction visée par le présent arrêté est soumise aux principes applicables à la révision énoncés à l'article D.II.45, §§ 1^{er} à 3, du CoDT dès lors qu'elle porte sur des biens immobiliers affectés en zone naturelle et, de ce fait, non destinés à l'urbanisation au plan de secteur en vigueur ;

Considérant, cependant, que l'inscription au plan de secteur d'une zone de dépendances d'extraction peut s'écarter du principe repris à l'article D.II.45, § 1^{er}, du CoDT, selon lequel l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation doit être attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation ; que ce principe est néanmoins respecté en l'espèce ;

Considérant que la nouvelle zone de dépendances d'extraction a une configuration compacte et ne se développe pas de manière linéaire le long d'une voirie, comme le prescrit l'article D.II.45, § 2, du CoDT ;

Considérant que la zone de dépendances d'extraction qui s'inscrit sur des biens immobiliers affectés en zone naturelle au plan de secteur en vigueur, sur une superficie d'environ 4,3 ha doit être compensée ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article D.II.45, § 3, du CoDT, la compensation est réalisée par la modification en zone forestière de biens immobiliers d'une superficie de 4,6 ha affectés en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur en vigueur, au sud de la carrière existante ;

Conclusion

Considérant, en synthèse, que le projet d'extension de l'exploitation du gisement et des installations de traitement, présenté par la société Les Ardoisières d'Herbeumont, nécessite la révision du plan de secteur de Libramont-Bertrix-Neufchâteau en vue de l'inscription au plan de secteur :

* en **zone de dépendances d'extraction**, de biens immobiliers d'une superficie de 4,3 ha, affectés en zone naturelle au plan de secteur en vigueur au nord et à l'ouest de la carrière actuelle ;

* en **zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation**, de biens immobiliers d'une superficie de 12,4 ha, inscrits en zone naturelle au plan de secteur en vigueur, entre la carrière actuelle et le site patrimonial et touristique de la Morépire ; cette zone est assortie sur une largeur de 80 mètres en limite ouest de la zone d'extraction nouvellement inscrite d'une prescription supplémentaire identifiée par le sigle « *S.107 » visant :

« La mise en œuvre de la zone est conditionnée à la mise en place d'un monitoring de la stabilité des anciennes galeries et salles d'extraction du site touristique et patrimonial de la Morépire permettant de garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire » ;

* en **zone forestière**, au titre de compensation planologique à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, de biens immobiliers d'une superficie de 4,6 ha, inscrits en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur en vigueur, au sud de la carrière existante ;

Considérant que ce projet d'extension de la carrière nécessite la révision du plan de secteur de Libramont-Bertrix-Neufchâteau en vue de la désinscription du périmètre d'intérêt paysager au droit des zones de dépendances d'extraction et d'extraction nouvellement inscrites ;

Considérant que les autres recommandations émises par le rapport sur les incidences environnementales concernent la mise en œuvre de l'exploitation du gisement et la mise en place d'aménagements particuliers visant à réduire les incidences sur l'environnement du projet d'exploitation ; que ces mesures, jugées suffisantes par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales compte tenu de l'état de connaissance du projet d'exploitation, ne relèvent cependant pas du plan de secteur et seront examinées dans le cadre de la délivrance des permis subséquents à l'adoption définitive du plan ;

Considérant qu'il appartiendra, dès lors, aux autorités compétentes en la matière de déterminer les mesures visant à réduire les impacts sur l'environnement de la mise en œuvre du plan et d'assurer le suivi de ces mesures afin de vérifier qu'elles suffisent à réduire les impacts négatifs imprévus et pouvoir engager les actions correctrices éventuelles qu'elles jugeraient appropriées ;

Considérant que la déclaration environnementale prescrite par l'article D.VIII.36, du CoDT est annexée au présent arrêté,

Arrête :

Article 1^{er}. Est définitivement adoptée, conformément au plan ci-annexé, la révision du plan de secteur de Libramont-Bertrix-Neufchâteau portant sur :

- l'inscription :

* d'une zone de dépendances d'extraction ;

* d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation assortie, sur une largeur de 80 mètres en limite ouest de la zone d'extraction nouvellement inscrite, d'une prescription supplémentaire « *S.107 » ;

* d'une zone forestière, au titre de compensation planologique ;

- et sur la désinscription du périmètre d'intérêt paysager sur les zones nouvellement inscrites en zone de dépendances d'extraction et en zone d'extraction ;

Art. 2. La prescription supplémentaire, identifiée par le sigle « *S.107 » sur le plan, est libellée comme suit :

« La mise en œuvre de la zone est conditionnée à la mise en place d'un monitoring de la stabilité des anciennes galeries et salles d'extraction du site touristique et patrimonial de la Morépire permettant de garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire ».

Art. 3. La déclaration environnementale requise en application de l'article D.VIII.36, du CoDT est jointe au présent arrêté et en fait partie intégrante.

Fait à Namur, le 25 mars 2024.

W. BORSUS

Annexe 1 : Déclaration environnementale

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Bertrix – Libramont – Neufchâteau (pl. 67/3) en vue de l'inscription, sur le territoire des communes de Bertrix et Herbeumont, d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, de l'inscription d'une zone forestière au sud de la carrière actuelle**Introduction**

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article D.VIII.36 du Code du Développement territorial (CoDT). Elle accompagne l'arrêté ministériel adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Bertrix – Libramont – Neufchâteau (planche 67/3) en vue de l'inscription, sur le territoire des communes de Bertrix et Herbeumont, d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, de l'inscription d'une zone forestière au sud de la carrière actuelle. Elle est publiée au Moniteur belge et est accessible via le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme du Service public de Wallonie Territoire Logement Patrimoine Energie. La déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. La réponse aux réclamations et observations émises lors de l'enquête publique est apportée de manière détaillée dans l'arrêté ministériel qui adopte définitivement la révision du plan. Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en quatre chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le deuxième à la chronologie de la révision du plan de secteur, le troisième aux considérations environnementales et le dernier, aux raisons du choix du plan adopté compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

I. Objet de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur porte sur l'inscription :

- d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 4,3 ha sur des biens immobiliers actuellement inscrits en zone naturelle au plan de secteur en vigueur au nord et à l'ouest de la carrière actuelle ;
- d'une zone d'extraction devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle de 12,4 ha sur des biens immobiliers inscrits en zone naturelle sur 1 ha entre la carrière actuelle et le site patrimonial et touristique de la Morépire ;

Et, à titre de compensation planologique :

- d'une zone forestière sur des biens immobiliers de 4,6 ha affectés en zone de dépendances d'extraction au sud de la carrière actuelle ;

Et sur la désinscription du périmètre d'intérêt paysager sur les zones de dépendances d'extraction et d'extraction nouvellement inscrites.

Une prescription supplémentaire, identifiée « *S.107 », est d'application sur une largeur de 80 mètres en limite ouest de la zone d'extraction nouvellement inscrite, de manière à garantir

l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire.

La procédure à laquelle a été soumise la révision du plan de secteur a été celle prévue aux articles D.II.48, D.II.49, D.II.50, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 et 15, D.VIII.17 à 20, D.VIII.30, D.VIII.35 et 36 du Code du Développement territorial.

II. Chronologie de la révision du plan de secteur

Le 28 octobre 2016, la s.a. Ardoisières d'Herbeumont a adressé au Gouvernement wallon une demande portant sur l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction sur le territoire des communes de Bertrix et d'Herbeumont, en application de l'article 42bis du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUP), en vigueur à l'époque.

Le demandeur a complété sa demande en novembre 2018 suite à l'entrée en vigueur du CoDT.

Préalablement à l'envoi au Gouvernement wallon, la demande, accompagnée du dossier, a fait l'objet d'une information du public, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement. La réunion d'information du public s'est tenue à Bertrix, le 22 septembre 2016. Le 29 septembre 2016, le conseil communal de Bertrix a émis un avis favorable sur la demande de révision du plan de secteur. Le 3 octobre 2016, le conseil communal d'Herbeumont a émis un avis favorable conditionnel sur la demande de révision du plan de secteur.

Par arrêté du 18 juillet 2019, le Gouvernement wallon a décidé de réviser le plan de secteur de Libramont-Bertrix-Neufchâteau (planche 67/3) ; a adopté le projet de plan en vue de l'inscription au plan de secteur, sur le territoire des communes de Bertrix et d'Herbeumont, d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, de l'inscription d'une zone naturelle au sud de la carrière actuelle ; et a décidé de le soumettre à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

Conformément à l'article D.VIII.34 du CoDT, le demandeur a choisi le bureau d'études chargé de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales relatif au projet de révision du plan de secteur de Libramont-Bertrix-Neufchâteau. Le bureau d'études PISSART, agréé en application du CoDT et du Livre 1^{er} du Code de l'environnement, a été retenu.

Le rapport sur les incidences environnementales a fait l'objet d'observations et de suggestions du pôle « Aménagement du territoire », les 16 juillet 2021 et 30 mai 2022, du pôle « Environnement », le 18 août 2021 et le 25 mai 2022 dans le cadre de son élaboration, conformément à l'article D.VIII.30, du CoDT. Les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité de Bertrix et d'Herbeumont ont également été informées mais n'ont pas remis d'avis.

Le projet de plan a été soumis à enquête publique du 7 septembre au 23 octobre 2023 dans les communes de Bertrix et d'Herbeumont. L'enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation.

Le conseil communal d'Herbeumont a émis un avis favorable quant à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle ainsi qu'à la suppression du périmètre d'intérêt paysager inscrit en surimpression des futures zones d'extraction et de dépendances d'extraction et un avis défavorable quant à l'inscription, au titre de compensation planologique, d'une zone naturelle aux dépens de la partie sud de la zone de dépendances d'extraction de la carrière du Grand Babinay.

Le conseil communal de Bertrix a émis, le 16 novembre 2023, un avis favorable sur la révision du plan à la condition d'assurer la compatibilité de l'exploitation avec le projet touristique et patrimonial du site de la Morépire.

Le pôle « Aménagement du territoire » a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 22 décembre 2023. Cet avis est référencé AT.23.114.AV.

Le 10 janvier 2024, le pôle « Environnement » a émis un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet de plan. Cet avis est référencé ENV.24.1.AV.

III. Considérations environnementales

1. Diversité biologique – Faune et flore

Le rapport sur les incidences environnementales considère que les incidences de la révision du plan de secteur sur la biodiversité seront importantes étant donné la perte d'espèces protégées.

Une grande partie des périmètres concernés par la révision du plan de secteur fait partie du réseau Natura 2000 repris au sein du site BE34046 *Bassin de la Semois de Florenville à Auby* et se caractérise par une hêtraie à luzule, habitat biologique particulièrement intéressant et important de ce site.

L'impact par rapport aux 11 ha de forêt indigène historique qui devront nécessairement être déboisés ne peut être ni évité ni suffisamment réduit et nécessite de définir des mesures compensatoires spécifiques. Celles-ci ont fait l'objet d'une proposition de compensation écologique au ratio de 3 :1 totalisant 32 hectares et d'une évaluation appropriée des incidences en 2016.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales confirme les mesures compensatoires écologiques proposées dans l'évaluation appropriée des incidences jointe à la demande et qui permettent d'atteindre le ratio 3 :1 de compensations écologiques habituellement considéré pour la suppression d'habitats intéressants repris en Natura 2000. Cette proposition permet une compensation correcte et suffisante.

Si les incidences sont importantes sur le site même, elles doivent être relativisées au regard de la superficie totale du site Natura 2000 BE34046 qui est de 5.373 ha. La révision du plan de secteur ne représente qu'un pourcentage inférieur à 0,5 % et les effets négatifs prévisibles, tant sur l'intégrité du site Natura 2000 que sur la cohérence du réseau Natura 2000, peuvent être qualifiés de non significatifs.

Le rapport sur les incidences environnementales envisage également diverses mesures à mettre en œuvre durant l'exploitation et en phase de réaménagement, tant au sein de la carrière existante qu'au sein des périmètres liés à l'extension de la carrière. Celles-ci visent à planifier les coupes forestières, à gérer de manière écologique les dispositifs d'isolement, à maintenir et recréer des habitats biologiques intéressants et à gérer les espèces exotiques envahissantes.

Au terme de l'exploitation, la zone d'extraction révisée redeviendra zone naturelle, avec pour objectif d'y favoriser la biodiversité.

L'affectation des terrains inscrits en zone forestière au titre de compensation planologique a fait l'objet d'une analyse comparative entre cette affectation et l'affectation en zone naturelle. Il résulte de cette évaluation que les terrains sont en partie occupés par des plantations résineuses (épicéas) et par des plantations feuillues (hêtraie claire), que cette situation de fait correspond donc mieux à la fonction principale définie pour la zone forestière, que l'intérêt biologique de ce périmètre ne justifie pas à lui seul la réaffectation en zone naturelle, que dans la pratique, la conduite forestière des peuplements sera très vraisemblablement assurée de la même manière quelle que soit l'affectation choisie, que l'affectation en zone forestière semble donc permettre davantage de souplesse au niveau de l'exploitation tout en assurant un équilibre écologique.

2. Population

2.1. Activités humaines dont activités forestières

La mise en œuvre de la révision du plan de secteur engendrera la perte d'environ 14 ha de bois soumis propriétés de la commune de Bertrix.

Le rapport sur les incidences environnementales conclut que la révision du plan de secteur n'aura pas de conséquences sur l'activité sylvicole à l'échelle régionale ou communale. A l'échelle locale, la révision impliquera le déplacement d'un tronçon forestier sur une longueur d'un peu plus de 500m. Le chemin vicinal n°5, implanté à la limite entre la zone d'extraction et la zone de dépendances d'extraction nouvellement inscrite, sera maintenu et ses abords devront être sécurisés.

L'affectation en zone forestière reprise pour la compensation planologique dans le présent arrêté concourt au maintien de l'activité sylvicole et répond à la demande du conseil communal d'Herbeumont de ne pas pénaliser financièrement la commune à ce niveau.

En ce qui concerne les activités touristiques du site de la Morépire et de l'activité Cap Nature jouxtant toutes les deux la zone d'extraction inscrite, le rapport sur les incidences environnementales estime que les incidences potentielles sont essentiellement liées aux risques de nuisances sonores dont les prescriptions seront établies au niveau du permis d'exploiter.

La prescription supplémentaire établie sur une largeur de 80m à l'ouest de la zone d'extraction prévue par le présent arrêté vise à garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire.

Cette prescription permet aussi de répondre à la demande du conseil communal de Bertrix de tenir compte des activités voisines de l'exploitation des schistes ardoisiers.

2.2. Qualité de vie et Santé humaine

2.2.1. Bruit

En ce qui concerne le bruit, le rapport sur les incidences environnementales met en évidence la localisation de la carrière et de son extension à l'écart de toutes zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural. Seuls quelques biens se situent aux abords immédiats de celle-ci : quatre maisons face à la carrière existante, une habitation incluse dans la future zone de dépendances d'extraction, deux maisons à l'est de la carrière et le domaine de la Morépire à l'ouest.

Hormis ce dernier site, l'exploitation s'éloignera progressivement des habitations et ne s'accompagnera pas d'un accroissement des nuisances sonores au droit de ces dernières. Les installations de traitement resteront localisées dans la zone de dépendances d'extraction.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales souligne que la carrière et son extension seront soumises à des impositions en matière d'émissions sonores fixées par les conditions sectorielles relatives aux carrières. La carrière n'effectue pas de tirs de mine réguliers mais uniquement, deux ou trois fois par an, un tir d'ébranlement dont l'impact est limité aux habitants proches. L'auteur du rapport sur les incidences environnementales recommande toutefois d'avertir les riverains ainsi que les activités touristiques voisines.

Quant au bruit généré par le transport de la production, le rapport sur les incidences environnementales conclut que l'augmentation de charroi supplémentaire de l'ordre de 2 à 3 camions par jour n'aura pas de d'incidence perceptible sur le plan acoustique.

2.2.2. Air

L'incidence principale, de ce point de vue, est liée aux poussières sédimentables dont la zone d'impact est limitée et s'étend généralement dans un rayon de 500 mètres par rapport à la source. L'augmentation de la production envisagée n'est pas susceptible d'accroître de

manière significative les émissions de poussières ni des dépôts de boue sur la N824. L'auteur du rapport sur les incidences environnementales recommande toutefois le nettoyage des roues des camions avant leur sortie de la carrière, de bâcher les camions, d'arroser les pistes par temps sec et de nettoyer la voirie d'accès.

2.2.3. Vibrations

Aux termes du rapport sur les incidences environnementales, la gêne ressentie par les riverains de la carrière à l'occasion des tirs d'ébranlement sera limitée dès lors qu'il est prévu qu'ils n'aient lieu que deux à trois fois par an. Il appartiendra aux futurs permis de fixer les conditions auxquelles les tirs de mines seront soumis pour réduire la gêne qu'ils provoqueront.

2.3. Mobilité

En ce qui concerne le trafic lié à l'exploitation, le rapport sur les incidences environnementales conclut que malgré un scénario volontariste visant à doubler la production, le trafic généré par les ardoisières d'Herbeumont restera faible de l'ordre de 5 à 6 camions par jour. Il souligne également que l'itinéraire préférentiel depuis et vers l'autoroute E411 peut se faire exclusivement via des voiries régionales adaptées à la circulation de poids-lourds.

3. Biens matériels – cadre bâti

3.1. Vibrations

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales établit que le cadre bâti au sein et à proximité immédiate du site ne présente aucune trace de dégradation liée à l'exploitation actuelle. La poursuite de l'extraction s'étendant vers l'ouest et donc s'éloignant des habitations, il n'y a pas lieu de craindre une quelconque dégradation liée à la mise en œuvre de la révision du plan de secteur.

Concernant l'intégrité des salles et la sécurité du site touristique et patrimonial de la Morépire, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales conclut qu'au vu de la distance, on peut raisonnablement exclure tout désordre significatif lié aux vibrations dans les anciens puits de la Morépire.

La prescription supplémentaire établie sur une largeur de 80m à l'ouest de la zone d'extraction inscrite par le présent arrêté demande la mise en place d'un monitoring de la stabilité des anciennes galeries et salles d'extraction afin de garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire.

Cette prescription permet de prévenir tout risque éventuel et de répondre à la demande du conseil communal de Bertrix de tenir compte des activités voisines de l'exploitation des schistes ardoisiers.

3.2. Patrimoine

Aucune incidence sur le patrimoine n'est attendue. L'Agence Wallonne du Patrimoine a remis un avis favorable soulignant que la pérennisation de l'activité extractive contribue au maintien du patrimoine historique et architectural wallon local par la poursuite de la production de schiste ardoisier.

4. Paysage

Selon le rapport sur les incidences environnementales, l'extension de la carrière n'aura pas d'impact sur les vues longues étant donné l'implantation dans une vallée très largement boisée. La suppression du périmètre d'intérêt paysager défini en surimpression au plan de secteur n'impacte pas la cohérence de l'ensemble et ne nécessite aucune reconfiguration de périmètre. L'auteur du rapport sur les incidences environnementales souligne que l'asbl

ADESA confirme qu'il n'existe aucun enjeu paysager particulier au niveau de la révision du plan de secteur.

Les principales incidences paysagères attendues concernent les vues courtes depuis la voirie et les cheminements proches et dépendront de la mise en œuvre du dispositif d'isolement prévu pour les zones de dépendances d'extraction et les zones d'extraction. L'auteur du rapport sur les incidences environnementales recommande de préciser la nature du dispositif d'isolement sur l'ensemble du périmètre sauf au contact de la N824.

La zone d'extraction redeviendra au terme de l'exploitation une zone naturelle dont l'aspect paysager local dépendra des mesures de gestion post-extraction. La zone retrouvera néanmoins son caractère naturel pouvant évoluer d'un milieu ouvert à un milieu recoloniser par la végétation.

La remise en état de la zone de dépendances d'extraction dépendra des conditions de réaménagement du site établies dans les autorisations ultérieures.

5. Sols

Une large partie des sols compris dans le périmètre révisé sont des sols forestiers historiques bénéficiant de bonnes valeurs pédologique et écologique. L'exploitation du sous-sol entrainera la perte d'un peu moins de 13 ha de ces sols forestiers et de 5 ha de sols plus acides dus aux peuplements de résineux.

La gestion des stériles et la stabilité des verses constituent un point d'attention pour lesquelles l'auteur du rapport sur les incidences environnementales recommande des mesures de mise en œuvre à préciser au moment de la délivrance des autorisations.

Les conditions de réaménagement devront gérer les conditions de remblayage du fond de fosse en back-filling partiel permettant la gestion écologique souhaitée tout en limitant la hauteur des terrils.

6. Hydrologie et hydrogéologie

6.1. Eaux de surface

Selon le rapport sur les incidences environnementales, la mise en œuvre de la révision du plan de secteur n'est pas de nature à modifier le régime d'alimentation en eau du bassin versant du ruisseau d'Aise ni d'altérer le ruisseau de l'Ardoisière.

L'aménagement existant d'une retenue d'eau permanente sur le ruisseau de la Grosse Fontaine n'a occasionné aucune mise à sec du ruisseau causée par la carrière. Les volumes d'eau prélevés sont modestes et la situation ne sera pas modifiée dans le futur.

Le fond de la future fosse d'extraction restant au-dessus de la côte du cours d'eau et une bande de 20 m de large étant maintenue en l'état le long de la N824, aucun risque de ruissellement ou aucune eau d'exhaure n'est attendu. Les eaux pluviales accumulées en fond de fosse demanderont éventuellement un pompage de rejet après décantation en concertation avec le gestionnaire du cours d'eau.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales recommande d'aménager des fossés de collecte afin d'éviter le ruissellement vers l'assiette du chemin vicinal n°5.

La révision du plan de secteur ne devrait pas influencer sur la situation en matière de gestion des eaux usées. Le périmètre est repris en zone d'assainissement autonome au PASH.

6.2. Eaux souterraines

Le rapport sur les incidences environnementales établit que l'extension de la carrière des Ardoisières d'Herbeumont n'est pas susceptible d'induire un changement significatif au niveau hydrogéologique : aucune eau d'exhaure n'est attendue, le plancher de la fosse est situé au-dessus du niveau du ruisseau de l'Ardoisière et la nappe est vraisemblablement en équilibre par rapport à la côte du ruisseau.

L'ensemble de la carrière se situe en zone de prévention forfaitaire éloignée. L'extension s'éloignant de la prise d'eau concernée et étant donné l'absence de pompage ou d'exhaure, aucune incidence n'est attendue sur ce captage existant.

7. Facteurs climatiques

Selon l'auteur du rapport sur les incidences environnementales, l'extension de la carrière n'est pas susceptible d'engendrer de modification significative du climat général dont l'évolution résulte de causes considérablement plus complexes et plus globales.

8. Interactions entre les différents facteurs

Le rapport sur les incidences environnementales indique que les incidences liées à l'activité d'extraction sont cumulatives et impactent directement l'environnement proche, tant par l'extraction de la roche et son traitement que par le trafic lourd généré pour son transport. Il ne met cependant pas l'accent sur des interactions particulières entre les incidences identifiées dans la présente déclaration environnementale.

Il résulte des conclusions du rapport sur les incidences environnementales, que la révision du plan de secteur présente une balance environnementale positive sur le plan des incidences locales, les incidences étant limitées et à l'écart des zones d'habitat.

IV. Autres solutions raisonnables envisagées

Le rapport sur les incidences environnementales a conclu qu'aucune alternative de localisation ou de délimitation n'était préférable aux zones retenues par le projet de plan adopté par le Gouvernement wallon le 18 juillet 2019 pour l'exploitation du gisement, dont il confirme l'existence à cet endroit.

Il n'a pas non plus remis en cause la suppression du périmètre d'intérêt paysager prévu au niveau des zones de dépendances d'extraction et d'extraction inscrites.

En conséquence, le présent arrêté s'en tient à la délimitation de la zone présentée par le projet de plan qu'il confirme dans le cadre de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur.

Il retient néanmoins les sollicitations de la commune de Bertrix sur la préservation de l'intégrité de la sécurité des galeries et des salles d'extraction du site de la Morépire. Il établit donc sur une largeur de 80 m en limite ouest de la zone d'extraction inscrite une prescription supplémentaire permettant de garantir l'intégrité des salles et la sécurité du site ainsi que la cohabitation entre l'exploitation du gisement et l'activité touristique du site de la Morépire.

Il rejoint également la demande faite par la commune d'Herbeumont de ne pas impacter l'activité forestière présente sur les terrains repris au niveau de la compensation planologique et détermine, en ce sens et au regard des éléments du rapport sur les incidences environnementales, une affectation en zone forestière pour la compensation planologique.

Fait à Namur, le 25 mars 2024.

Le Ministre de l'Aménagement du territoire,

W. BORSUS

Avis du Pôle « Aménagement du Territoire » adopté le 22 décembre 2023 (Avis :
AT.23.114.AV)

Avis adopté le 22/12/2023

PREAMBULE

Le Pôle rappelle que :

- En date du 25/01/2019, il a émis un avis favorable sur la demande de révision (réf. : AT.19.9.AV) ;
- En date du 30/08/2019, il a émis un avis favorable sur le projet de contenu du RIE (réf. : AT.19.84.AV);
- En date du 16/07/2021, il a pris connaissance de l'évolution des analyses préalables et la rédaction du RIE – Phase 1 (réf. : AT.21.62.AV) ;
- En date du 30/05/2022, il a pris connaissance de l'évolution des analyses préalables et la rédaction du RIE – Phase 2 (réf. : AT.22.46.AV) .

AVIS

Le Pôle Aménagement du territoire remet un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur de BERTRIX-LIBRAMONT-NEUFCHATEAU en vue de l'inscription d'une zone d'extraction (devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation) et d'une zone de dépendances d'extraction en extension de la carrière du Grand Babinay, d'une zone naturelle en compensation et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager à BERTRIX et HERBEUMONT.

A. Concernant l'inscription d'une zone d'extraction devenant au terme une zone naturelle et d'une zone de dépendances d'extraction :

Le Pôle relève l'urgence de cette révision du plan de secteur vu le peu de réserves de gisement au sein de la fosse existante. Cette révision permettra dès lors l'accès à une nouvelle réserve de gisement indispensable à la poursuite de l'activité de cette carrière, qui est en outre l'unique exploitation de schiste ardoisier pour la production de schistes ornementaux et d'ardoises en région wallonne.

Le Pôle salue le dialogue entre les différents acteurs concernant notamment les activités touristiques à proximité. Il demande que ce dialogue soit poursuivi au vu des synergies possibles entre ces activités.

Le Pôle constate en outre que cette demande n'a suscité aucune réclamation lors de l'enquête publique organisée au sein des deux communes.

B. Concernant l'inscription de la zone naturelle en compensation planologique :

Le Pôle n'émet aucune objection quant à cette affectation au vu de l'avis émis par le SPW-ARNE estimant que celle-ci est la plus appropriée.

C. Concernant les compensations écologiques :

Le Pôle rappelle son avis émis sur la phase 2 du RIE : il est favorable à la limitation de l'inscription en Natura 2000 aux périmètres de Babinay (10 ha) et de Burlonfays (22 ha), à l'instar de la recommandation de l'auteur du RIE et en conformité aux directives européennes.

D. Concernant la suppression du périmètre d'intérêt paysager :

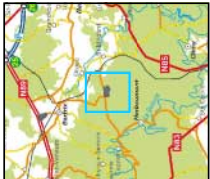
Le Pôle n'émet aucune objection quant à la suppression de ce périmètre d'intérêt paysager.

Concernant la qualité du rapport sur les incidences environnementales, le Pôle Aménagement du territoire estime que celui-ci contient les éléments nécessaires à la prise de décision.

Le RIE final ne présente pas de modifications importantes depuis les présentations des phases 1 et 2 devant le Pôle.

Samuël SAELENS

Président



Wallonie
territoire
SPW

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

SPW - TERRITOIRE, LOGEMENT, PATRIMOINE, ENERGIE
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE BERTRIX LIBRAMONT NEUFCHATEAU

Visant l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, l'inscription d'une zone forestière au sud de la carrière actuelle, sur le territoire des communes de Bertrix et d'Herbaumont.

Vu pour être annexé à notre arrêté du

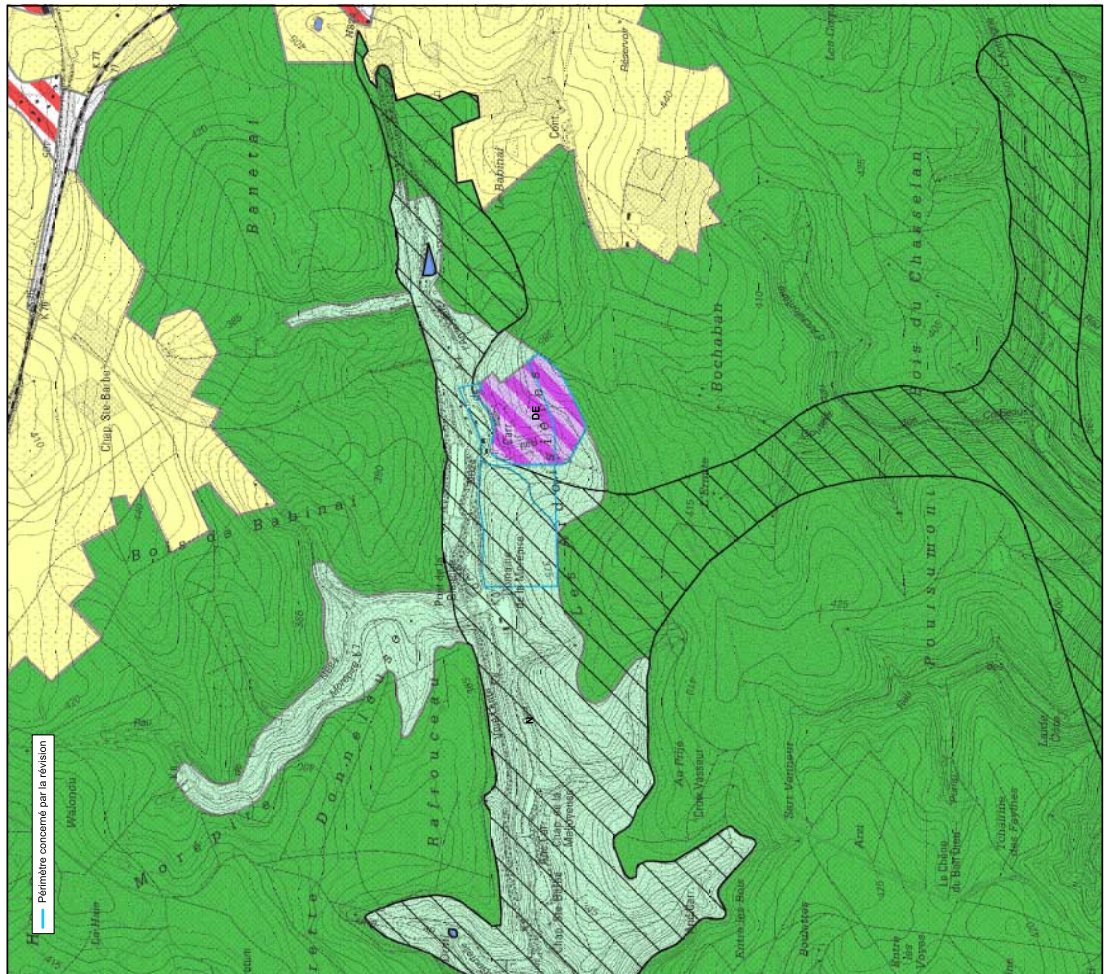
Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de compétence

Willy BORSUS

RECOURAGE I.G.N.	
044	045
046	047
048	049
050	051
052	053
054	055

PLAN DE SECTEUR

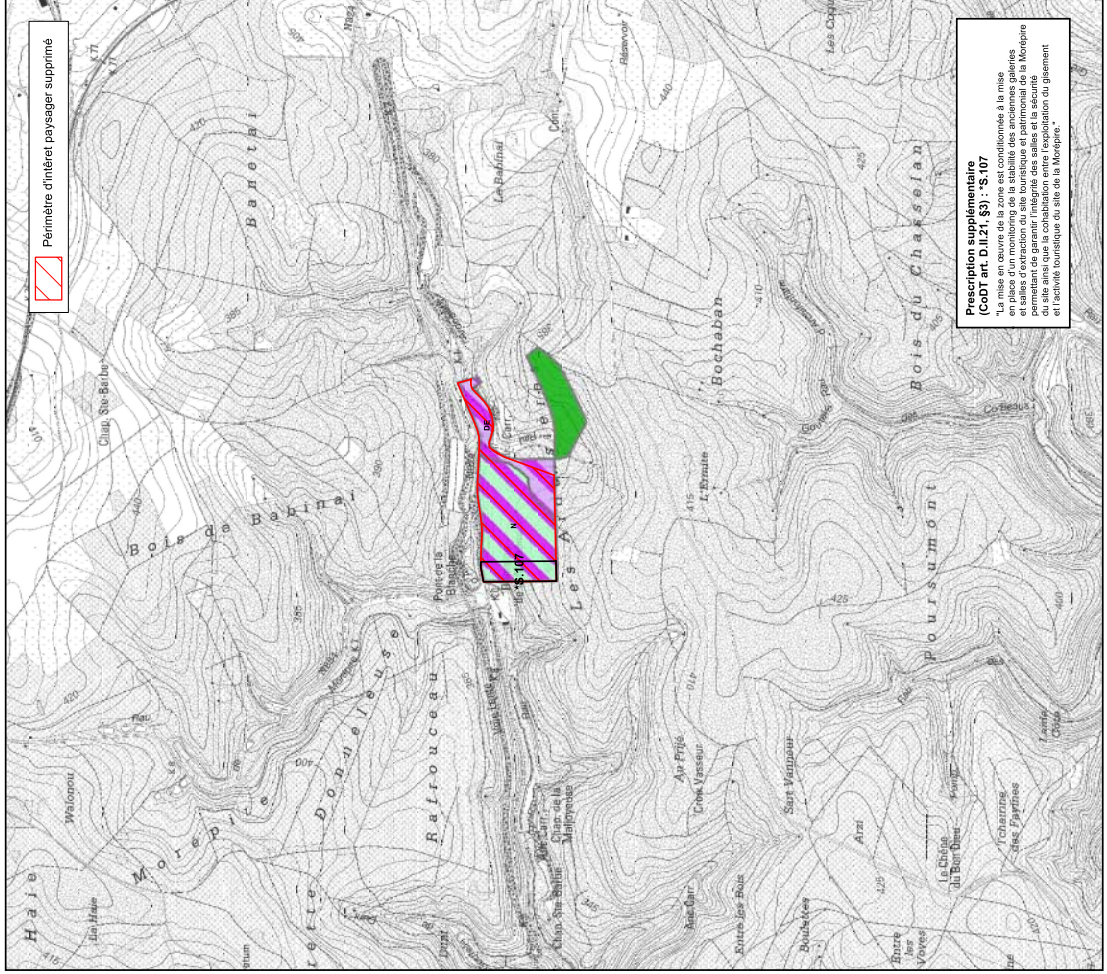
adaptés sur base des dispositions du CoDT, ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



Périmètre concerné par la révision

Périmètre d'intérêt paysager supprimé

REVISION DU PLAN DE SECTEUR



Prescription supplémentaire

(CoDT art. D.II.21, §3) : 'S.107

La mise en œuvre de la zone est conditionnée à la mise en œuvre de la prescription de la zone forestière et des salins d'extraction du site touristique et patrimonial de la libronne permettant de garantir l'intégrité des salines et la sécurité du site ainsi que la collaboration entre l'exploitation de gisement et l'activité touristique en vue de la préservation.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007150]

25 MAART 2024. — Ministerieel besluit houdende definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Bertrix - Libramont - Neufchâteau (pl. 67/3) voor de opneming op het grondgebied van de gemeenten Bertrix en Herbeumont, van een zone met aanhorigheden van een ontginningsgebied en een ontginningsgebied die aan het einde van de exploitatie natuurgebied zal worden, als uitbreiding van de steengroeve van Grand Babinay, de opheffing van een landschappelijk waardevolle omtrek en, bij wijze van planologische compensatie, de opneming van een bosgebied ten zuiden van de huidige steengroeve

De Minister van Ruimtelijke Ordening,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel D.II.50;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1984 tot opstelling van het gewestplan Bertrix - Libramont - Neufchâteau;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Bertrix - Libramont - Neufchâteau (pl. 67/3), tot aanneming van de ontwerp-herziening met het oog op de opneming op het grondgebied van de gemeenten Bertrix en Herbeumont, van een zone met aanhorigheden van een ontginningsgebied en een ontginningsgebied die aan het einde van de exploitatie natuurgebied zal worden, als uitbreiding van de steengroeve van Grand Babinay, de opheffing van een landschappelijk waardevolle omtrek en, bij wijze van planologische compensatie, de opneming van een bosgebied ten zuiden van de huidige steengroeve, en tot onderwerping ervan aan de milieueffectenbeoordeling;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 november 2019 tot vaststelling van de inhoud van het milieueffectrapport met betrekking tot voormelde ontwerp-herziening;

Opmaken van het milieueffectenrapport

Overwegende dat een effectenbeoordeling wordt voorgeschreven door het Wetboek; dat hiertoe is besloten bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 en dat de inhoud ervan is vastgesteld bij voornoemd ministerieel besluit van 25 november 2019;

Overwegende dat de aanvrager het adviesbureau "PISSART architecture et environnement" heeft belast met de opstelling van het milieueffectenverslag en de administratie daarvan op 9 december 2019 in kennis heeft gesteld; dat het bureau PISSART naar behoren is erkend en niet het voorwerp is geweest van een wraking op 18 december 2019;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening", regelmatig op de hoogte is gebracht van de voortgang van de voorafgaande analyses en de opstelling van het milieueffectenrapport, zoals bepaald in de artikelen D.II.49, § 1 en D.VIII.30 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat zij op 16 juli 2021, aan het einde van de eerste fase van het onderzoek, en op 30 mei 2022, aan het einde van de tweede fase van de studie, suggesties heeft geformuleerd;

Overwegende dat de Beleidsgroep Leefmilieu en de adviesverlenende gemeentelijke commissies inzake ruimtelijke ordening en mobiliteit van de gemeenten Bertrix en Herbeumont regelmatig op de hoogte zijn gehouden van de evolutie van de voorafgaandelijke onderzoeken en van het opstellen van het effectenverslag;

Overwegende dat de Beleidsgroep Leefmilieu haar opmerkingen en suggesties heeft ingediend op 18 augustus 2021, aan het einde van de eerste fase van het onderzoek, en op 25 mei 2022, aan het einde van de tweede fase van het onderzoek;

Overwegende dat de adviesverlenende gemeentelijke commissies inzake ruimtelijke ordening en mobiliteit van de gemeenten Bertrix en Herbeumont geen bemerkingen hebben geuit tijdens de uitvoering van het milieueffectenonderzoek;

Overwegende dat de opsteller van het milieueffectenverslag alle bemerkingen en suggesties heeft verwerkt in zijn definitieve document, dat op 19 augustus 2022 is ingediend;

Antwoord op de doelstellingen van het ontwerpplan

Overwegende dat het milieueffectenrapport het bestaan bevestigt van een ontginbare afzetting in de aangevraagde uitbreiding in de richting N85E; dat de theoretische dikte van de afzetting 300 meter bedraagt en dat de kwaliteit ervan is geverifieerd door verschillende sleuven;

Overwegende dat de reserves in de afzetting op lange termijn worden benut tegen een volutaristisch exploitatieritme van 20.000T/jaar; dat de reserves in de afzetting het voortbestaan van de ontginning over 50 jaar mogelijk maken; dat de ontwerper van het milieueffecteonderzoek benadrukt dat de ontwerp-herziening het eenige uitbreidingsproject zal zijn daar de gehele technisch ontginbare afzetting darain vervat is; dat hij eveneens acht dat het beheer van de deklaag en van afvalgesteente toe te schrijven aan de ontginning van dit afzettingenvolume haalbaar is;

Overwegende dat de ontginning van dit deel van de afzetting bedoeld is om de ontginningsactiviteit op de locatie voort te zetten, gezien de reserves van de afzetting die worden geschat op 1,5 tot 3 jaar in het bestaande ontginningsgebied;

Overwegende dat eveneens uit het milieueffectenrapport blijkt dat het ontwerpplan een lokale economische activiteit en ambachtelijke exploitatie van een typisch Ardens gesteente ondersteunt die verschillende kwaliteitsproducten zal opleveren waarvan meer dan 60% van de toegevoegde waarde in België wordt gemaakt;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectrapport erkent dat de ontwerpherziening steun verleent aan een activiteit die uniek is in Wallonië, aangezien het bedrijf "Les Ardoisières d'Herbeumont" de enige is die de productie van sierschalie en leisteen in Wallonië aanbiedt;

Overwegende dat, volgens het milieueffectenrapport, de vraag is verdeeld over vier afzetgebieden, namelijk de Belgische Ardennen, de rest van België, Nederland en Frankrijk; dat de positie van het bedrijf op de markt uniek is gezien de specifieke aard van zijn producten; dat de vooruitzichten voor de markt relatief stabiel zijn; dat de exploitant nadenkt over manieren om waarde toe te voegen door een ambachtelijke activiteit te handhaven;

Overwegende dat de uitbreiding van een ontginning het mogelijk maakt om de bestaande installaties en knowhow optimaal te benutten; dat het daardoor op zijn minst mogelijk wordt om de bestaande directe werkgelegenheid van 10 personen en de indirecte werkgelegenheid van 15 personen te behouden en zelfs nieuwe banen te creëren als de jaarlijkse productie wordt verhoogd;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectrapport concludeert dat het ontwerpplan gerechtvaardigd is uit het oogpunt van de economische behoeften;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport stelt dat de herziening van het gewestplan bijdraagt tot het behoud van het lokale Waalse historische en architecturale erfgoed; dat de voortzetting van de winning van leisteen het mogelijk maakt om de kenmerken van dit erfgoed te behouden tijdens renovaties en te versterken door nieuwbouw;

Overwegende dat in het milieueffectrapport wordt vermeld dat de toeristische en erfgoedlocatie van Morépire zich in de onmiddellijke nabijheid van de uitbreiding van het ontginningsgebied bevindt; dat deze locatie voormalige galerijen en ondergrondse mijnbouwkamers van dezelfde afzetting omvat; dat in het rapport wordt vermeld dat een minimumafstand van ongeveer 55 tot 60 m zal worden aangehouden tussen de dichtstbijzijnde kamers en de vloer van de steengroeve aan het einde van de winning; dat deze afstand redelijk is om elke significante ontregeling in verband met trillingen uit te sluiten;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport opmerkt dat het ontwerp van herziening van het gewestplan inhoudt dat de landschappelijk waardevolle omtrek wordt geschrapt; dat deze schrapping wordt voorgesteld door de vereniging zonder winstoogmerk ADESA die aan het einde van haar landschapsanalyse benadrukt dat er geen landschappelijk waardevolle element afwezig is vanwege de vrij gesloten beboste hellingen in een ingesneden vallei en de aanwezigheid van meer ecologisch dan landschappelijk belang;

Overwegende dat in het milieueffectrapport wordt gesteld dat de ontwerp-herziening van het gewestplan uiteindelijk de ontwikkeling van de biodiversiteit zal bevorderen door de herkolonisatie van de voormalige steengroeven door nieuwe flora en fauna; dat de aanwijzing van het gebied als natuurgebied aan het einde van de exploitatie hier waarschijnlijk aan zal bijdragen;

Overwegende dat het milieueffectenrapport het ontwerpplan ook ondersteunt vanuit het oogpunt van energie, klimaat en mobiliteit, aangezien de terugwinning van producten in een grotendeels lokale context de impact beperkt die is gekoppeld aan de opgeslagen energie van verwerkte materialen en het vervoer ervan over lange afstanden;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport niet van oordeel is dat de opnemings van ontginningsgebieden en aanhorigheden van ontginningsgebieden milieueffecten zal teweegbrengen voor de levenskwaliteit, de menselijke activiteiten, de bodem en de ondergrond, het water of de biodiversiteit die hem ertoe zouden brengen het ontwerpplan in twijfel te trekken; dat het geen alternatief weerhoudt dat op deze niveaus verkieslijk wordt geacht in termen van locatie, afbakening of gebruik; dat met betrekking tot de effecten veroorzaakt door de uitbreiding van de steengroeve op de interessante milieus die deel uitmaken van het Natura 2000-gebied BE34046 Bassin de la Semois de Florenville à Auby, de auteur van het milieueffectrapport de ecologische compensatie evalueert die is opgenomen in het aanvraagdossier en een ratio van 3 :1 en stelt een reeks begeleidende ecologische maatregelen voor; dat de andere hinderbeperkende maatregelen die hij voorstelt betrekking hebben op technische uitrustingen en specifieke ontwikkelingen die zullen worden onderzocht in het kader van vergunningsaanvragen na de definitieve goedkeuring van het herziene gewestplan en de milieubeoordelingen waaraan ze zullen worden onderworpen;

Overwegende dat de opsteller van het milieueffectenrapport de keuze van het ontwerp gebied dat als niet voor stedelijke ontwikkeling bestemd gebied moet worden toegewezen, heeft beoordeeld door middel van een planologische compensatie voor de opnemings van een gebied van aanhorigheden van een ontginningsgebied op onroerende goederen die in het huidige gewestplan zijn opgenomen als natuurgebied met een oppervlakte van 4,6 ha; dat hij een vergelijkende analyse heeft gemaakt van de in het ontwerpplan voorgestelde toewijzing met een toewijzing als bosgebied in het licht van het verzoek van de gemeenteraad van Herbeumont; dat daaruit blijkt:

- dat de planologische compensatieomtrek gedeeltelijk wordt ingenomen door zachthoutaanplantingen (sparren) en hardhoutaanplantingen (lichte beuk); dat de volledige betrokken oppervlakte bestaat uit openbaar eigendom dat onderworpen is aan de bosbouwregeling en beheerd wordt door DNF (Natuur en Bos Departement); dat deze feitelijke situatie dus beter overeenstemt met de voor het bosgebied vastgestelde hoofdfunctie;

- dat het gebied dat wordt voorgesteld als planologische compensatie biologisch tamelijk waardevol is (aanwezigheid van beukenbos met elzen, maar van mindere kwaliteit dan wat is waargenomen in het "Babinay"-gebied); dat het biologisch belang van dit gebied op zich niet rechtvaardigt dat het wordt heringedeeld als natuurgebied;

- dat het bosbeheer van de opstanden in de praktijk waarschijnlijk op dezelfde manier zal worden uitgevoerd, ongeacht de gekozen bestemming;

- dat die toewijzing aan een bosgebied dus een grotere flexibiliteit in termen van gebruik mogelijk lijkt te maken, terwijl een ecologisch evenwicht gewaarborgd blijft;

- dat die toewijzing aan een natuurgebied coherenter lijkt in termen van de indeling van het gewestplan;

Overwegende dat hij concludeert dat de keuze tussen toewijzing van de planologische compensatieomtrek aan een bosgebied of een natuurgebied zal moeten worden gemaakt tussen:

- enerzijds de samenhang tussen het gebruik en de bestemming van de betrokken grond; aangezien de grond in kwestie zal worden gebruikt voor bosbouw, is een bestemming als bosgebied passender;

- anderzijds een harmonieuzere indeling van het gewestplan, waarbij de aanduiding van natuurgebieden in dit geval geschikter is;

Overwegende dat wordt benadrukt dat de twee voorgestelde bestemmingen verenigbaar zijn met de doelstellingen van ruimtelijke ordening en milieubescherming; dat voor zover de planologische compensatieperimeter het ook mogelijk maakt ecologische compensatie te garanderen voor de naaldboomaanplantingen en jonge loofboomplantingen die door de uitvoering van het ontwerpplan zullen verdwijnen, in dit geval de voorkeur wordt gegeven aan een bestemming als natuurgebied. Daarom wordt aanbevolen om het gebied aan te wijzen als natuurgebied, zoals bepaald in het besluit;

Advies van de instanties

Overwegende dat, gelet op de aard van de ontwerp-herziening van het gewestplan, de bepalingen van artikel D.II.49, § 2, van het Wetboek zijn toegepast, die het mogelijk maken het ontwerpplan en het milieueffectrapport ter raadpleging voor te leggen;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdiens Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu (SPW-ARNE) en de Waalse Erfgoeddienst AWAP werden geraadpleegd op 23 december 2022;

Overwegende dat AWAP op 20 februari 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht; dat het benadrukt dat de voortzetting van de mijnbouw bijdraagt tot het behoud van het lokale Waalse historische en architecturale erfgoed door de voortzetting van de productie van leisteen;

Overwegende dat de SPW-ARNE op 23 februari 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht; dat de verschillende diensten de opnemings van de omtrekken als ontginningsgebieden of gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden en de gekozen herverkaveling door middel van planologische compensatie niet in vraag stellen; dat het advies vergezeld gaat van verschillende verduidelijkingen en voorstellen om het beheer van bepaalde risico's of milieuhinder te verbeteren;

Overwegende dat de SPW-ARNE in haar advies nota neemt van de vergelijkende analyse die de auteur van het rapport heeft gemaakt van de milieueffecten die verbonden zijn aan de mogelijke bestemmingen voor compensatie; dat volgens deze analyse een herbesteding tot natuurgebied geschikter lijkt; dat hij benadrukt dat deze herbesteding tot gevolg zou hebben dat de gemeente Herbeumont slechts 48 are naaldbomen zou verliezen;

Overwegende dat de Dienst Industriële, Geologische en Mijnbouwisico's (DRIGM) van SPW-ARNE aanbeveelt om voorzichtig te blijven met betrekking tot het geotechnische risico in verband met de uitvoering van de omtrekken die opnieuw zijn toegewezen als ontginningsgebieden of gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden; dat het noodzakelijk zal zijn om de veiligheidsafstand die moet worden aangehouden tussen de voormalige galerijen van Morépire en de exploitatieput te kunnen herzien;

Overwegende dat de gevraagde adviezen het ontwerpplan niet ter discussie stelden en niet konden aantonen dat een andere redelijke oplossing beter aan de doelstellingen van het ontwerpplan zou beantwoorden; dat er geen reden was om een nieuw ontwerpplan vast te stellen;

Openbaar onderzoek

Overwegende dat dit ontwerp van herziening van het gewestplan Bertrix - Libramont - Neufchâteau van 7 september tot 23 oktober 2023 aan een openbaar onderzoek is onderworpen in de gemeenten Bertrix en Herbeumont, overeenkomstig de voorschriften van de artikelen D.VIII.7 tot en met 9 van het Wetboek;

Overwegende dat het openbaar onderzoek geen aanleiding heeft gegeven tot een bezwaar;

Advies na onderzoek

Overwegende dat de gemeenteraad van Bertrix advies heeft uitgebracht over dit ontwerpplan binnen de termijn bepaald in artikel D.II.49, § 5 van het Wetboek;

Overwegende dat de gemeenteraad van Bertrix op 16 november 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van herziening van het gewestplan onder de volgende voorwaarden:

- de opnemings van een minstens 80 meter brede bufferzone aan de westelijke rand van het geplande ontginningsgebied;

- deze bufferzone mag onder geen beding worden ontbost en zal indien nodig worden versterkt;

- de aanvrager verstrekt de gemeente Bertrix in het kader van de vergunningsaanvraag alle garanties betreffende de verenigbaarheid van de uitbreiding van de steengroeve met het toeristische en erfgoedproject van Morépire;

Overwegende dat uit dit advies blijkt dat de vier zalen in de mijn niet in aanmerking zijn genomen in de laatste versie van het dossier; dat de precieze locatie van deze zalen onderwerp is van recent onderzoek; dat in dit stadium elke aantasting van de galerij en de zalen van Morépire moet worden vermeden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Bertrix advies heeft uitgebracht over dit ontwerpplan binnen de termijn bepaald in artikel D.II.49, § 5 van het Wetboek;

Overwegende dat de Gemeenteraad van Herbeumont op 9 oktober 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht met betrekking tot de opnemings van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden en een ontginningsgebied dat aan het einde van de exploitatie natuurgebied zal worden, alsook met betrekking tot de schrapping van de landschappelijk waardevolle omtrek die als overdruk opgenomen is boven op de toekomstige gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden; dat hij een ongunstig advies uitbrengt met betrekking tot de registratie, als planologische compensatie, van een natuurgebied ten koste van het zuidelijke deel van het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden van de steengroeve van Grand Babinay;

Overwegende dat de Gemeenteraad van Herbeumont benadrukt dat er geen rekening is gehouden met zijn advies van 3 oktober 2016; dat de toewijzing aan een natuurgebied de gemeente niet toelaat haar bosbouwactiviteit daar te handhaven; dat de genoemde planologische compensatie als zodanig financieel ongunstig is voor de gemeente Herbeumont; dat zij wenst dat de compensatie wordt toegewezen aan een bosgebied;

Overwegende dat de adviezen van de Beleidsgroepen "Ruimtelijke Ordening" en "Leefmilieu", vereist krachtens artikel D.II.49, § 7, van het Wetboek, gevraagd werden op 30 november 2023;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening op 22 december 2018 een gunstig advies uit over het ontwerp-herziening van het gewest (AT.23.114. AV);

Overwegende dat dit gunstige advies vergezeld gaat van de volgende overwegingen:

"De Beleidsgroep merkt op dat het gewestplan dringend moet worden herzien, gezien de beperkte afzettingsreserves in de bestaande put. Deze herziening zal toegang geven tot een nieuwe afzettingsreserve die onontbeerlijk is voor de verdere exploitatie van deze groeve, die ook de enige leisteengroeve in het Waalse Gewest is die leesteen en decoratieve leesteen produceert.

De Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening verwelkomt de dialoog tussen de verschillende belanghebbenden, vooral met betrekking tot toeristische activiteiten in de buurt. Hij verzoekt deze dialoog voort te zetten met het oog op de mogelijke synergieën tussen deze activiteiten.

De Beleidsgroep merkt ook op dat dit verzoek geen aanleiding heeft gegeven tot bezwaren tijdens het openbaar onderzoek dat in de twee gemeenten werd georganiseerd.

De Beleidsgroep heeft geen bezwaar tegen de toewijzing van de planologische compensatie als natuurgebied, gezien het advies van de SPW-ARNE, die dit het meest geschikt acht.

De Beleidsgroep heeft geen bezwaar tegen de verwijdering van de landschappelijk waardevolle omtrek.

Ten aanzien van de kwaliteit van het milieueffectenrapport is de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening van mening dat het de informatie bevat die nodig is voor de besluitvorming."

Overwegende dat de Beleidsgroep “Leefmilieu” op 10 januari een gunstig advies heeft uitgebracht over het verzoek om het gewestplan te herzien;

Overwegende dat er in dit advies wordt verzocht rekening te houden met de volgende opmerkingen:

“De Beleidsgroep heeft een positief advies uitgebracht over de opname van het natuurgebied als compensatie, wat de beheerder ertoe moet aanzetten om het naaldhout uit het gebied te verwijderen en het opnieuw te beplanten met loofbomen.

De Beleidsgroep brengt ook een gunstig advies uit over het opheffen van de landschappelijk waardevolle omtrek ter hoogte van de ontginning.”

Overwegende dat de Beleidsgroep Leefmilieu vraagtekens plaatst bij de keuze van de voorgestelde ecologische compensaties beoordeeld ten opzichte van de toekomstige impact op het beukenbos met els dat deel uitmaakt van het Natura 2000-gebied; dat hij een aantal aanbevelingen herhaalt die hij ondersteunt in het kader van de komende vergunningsaanvraag;

Definitieve aannevan de herziening van het gewestplan

Gelet op de redenen die bij bovengenoemd regeringsbesluit van 18 juli 2019 zijn aangevoerd om over te gaan tot de opnemings van de gebieden;

Overwegende dat geen enkel bezwaar die tijdens het openbaar onderzoek werd geformuleerd, tegen dit ontwerp van herziening van het gewestplan is gekant of impliceert dat er wijzigingen in moeten worden aangebracht;

Overwegende dat de adviezen van de gemeenteraden aan het einde van deze vergadering, in toepassing van het Wetboek, zich niet verzetten tegen het ontwerp van herziening van het gewestplan, maar dat de gemeenteraad van Bertrix vraagt om rekening te houden met de toeristische en erfgoedactiviteiten van de Morépire-site;

Overwegende dat alle ontginningsgebieden een isolatieomtrek of -voorziening moeten bevatten overeenkomstig artikel D.II.28, lid 3; dat de nadere regels dienen te worden vastgesteld in de af te geven exploitatievergunningen;

Overwegende dat het onderhavige besluit met deze overweging instemt en voornemens is, dit risico in te calculeren; dat het in dit stadium van de herziening van het gewestplan een aanvullend voorschrift vaststelt dat de bestemming van dit gebied nader vaststelt en tot doel heeft de stabiliteit en de veiligheid van de locatie van Morépire te garanderen over een breedte aan de westelijke rand van het geplande ontginningsgebied; dat het de aanvullende eis als volgt omschrijft:

“Voorwaarde voor de ontsluiting van het gebied is dat de stabiliteit van de voormalige galerijen en extractieruimten van de toeristische en erfgoedsite Morépire wordt bewaakt om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de locatie te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van deze afzetting met de toeristische activiteit van de site Morépire”;

Overwegende dat deze aanpassing geen aantasting betekent voor de fundamentele opties van het ontwerpplan, dat ze de bestemming van het ontginningsgebied verduidelijkt en het mogelijk maakt om de integriteit en de veiligheid van de toeristische en erfgoedsite te garanderen en om twee specifieke activiteiten in verband met de leisteenaafzetting naast elkaar te laten bestaan;

Overwegende dat in de adviezen van de gemeenteraad van Herbeumont wordt verzocht om de bestemming in ontwerp te herzien wat betreft de planologische compensatie;

Overwegende dat het belang voor de gemeente Herbeumont van de in het gebied aanwezige bosbouwactiviteit moet worden erkend; dat moet worden benadrukt dat de herziening van het sectorplan niet tot doel heeft deze economische activiteit te ondermijnen; dat moet worden opgemerkt dat, ook al heeft het gebied een zekere biologische waarde, deze toch van mindere kwaliteit is dan die welke in de zone “Babinay” wordt waargenomen; dat het dienstig is met de opsteller van het milieueffectrapport in te stemmen inzake de flexibiliteit die de bestemming als bosbouwgebied voor bosbouwactiviteiten mogelijk maakt;

Overwegende dat, gezien de geringe oppervlakte van het compensatiegebied, de aanwijzing van de gronden als bosgebied geen afbreuk zal doen aan de instandhouding van de interessante natuurlijke milieus in de vallei van het beekdal van de leisteensite; dat deze aanwijzing niettemin coherent is met de bestemming als bosgebied van de gronden ten zuiden van het compensatiegebied;

Overwegende dat alle informatie die onder haar aandacht is gebracht, de bestemming van de compensatie als bosgebied moet worden gewijzigd;

Overwegende dat deze bestemmingswijziging de fundamentele opties van het ontwerpplan voor planologische compensatie niet aantast;

Overwegende dat, als gevolg hiervan, de herziening van het gewestplan Libramont-Bertrix-Neufchâteau met betrekking tot het volgende definitief aangenomen dient te worden:

Voor de uitbreiding van de steengroeve Ardoisières d’Herbeumont, op het grondgebied van de gemeenten Bertrix en Herbeumont:

- de opnemings van een gebied van aanhorigheden van een ontginningsgebied, 4,3 ha groot, op onroerende goederen heden opgenomen als natuur gebied gelegen in het noorden en in het westen van de bestaande steengroeve;

- de opnemings van een ontginningsgebied van 12,4 ha, dat aan het einde van de exploitatie natuurgebied zal worden, op onroerende goederen heden opgenomen als natuurgebied en die zich bevinden in de westelijke uitbreiding van de steengroeve Grand Babinay. Die gebied wordt over een 80 meter brede strook aan de westelijke rand van het nieuw opgenomen ontginningsgebied gekoppeld aan een aanvullend voorschrift, aangeduid met het acroniem “*S.107”, met als inhoud:

“De ontsluiting van het gebied is voorwaardelijk verbonden aan het invoeren van een monitoring betreffende de stabiliteit van de voormalige galerijen en ontginningskamers van de toeristische en erfgoedsite Morépire wordt om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de locatie te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van deze afzetting met de toeristische activiteit van de site Morépire” ;

- de verwijdering van de opnemings van de landschappelijk waardevolle omtrek op de gebieden van aanhorigheden van een ontginningsgebied en het nieuw opgenomen ontginningsgebied;

Voor de planologische compensatie:

- de opneming van een bosgebied, 4,6 ha groot, op onroerende goederen heden opgenomen als gebied van aanhorigheden van een ontginningsgebied in het zuiden van de bestaande steengroeve;

Overwegende dat de uitvoering van de nieuwe gebieden die door deze herziening in het gewestplan worden opgenomen, onderworpen zal zijn aan procedures en vergunningen die volgen op de definitieve aanneming van het plan; dat het aan de ter zake bevoegde autoriteiten is om de maatregelen vast te stellen die gericht zijn op een verdere vermindering van de milieueffecten van de uitvoering van het plan, met name op basis van de aanbevelingen die zijn geformuleerd in het milieueffectenverslag dat in het kader van de procedure tot herziening van het gewestplan is uitgevoerd; dat deze maatregelen niet onder de inhoud van het gewestplan vallen;

Overeenstemming methet ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overwegende dat de onderhavige herziening van het gewestplan het voorwerp is geweest van een studie met betrekking tot de aard, de omvang en de schaarste van de afzetting, alsmede de behoeften van de gemeenschap op middellange termijn; dat deze herziening derhalve in overeenstemming is met het uitvoeringsprincipe in het ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Overwegende dat de huidige herziening van het gewestplan voorziet in een antwoord op de behoeften over een periode van 50 jaar; dat het in die zin afwijkt van het principe van de uitvoering van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, dat een antwoord op de behoeften over een periode van 30 jaar voorschrijft; dat de herziening de volledige exploitatieerbare afzetting vastlegt en zo een gepast gebruik ervan mogelijk maakt en een duidelijk langetermijnperspectief biedt;

Overwegende dat, wat de ontginning van de steengroeven betreft, de belangrijkste optie van het gewestelijk ontwikkelingsplan erin bestaat de ondergrondse rijkdommen te beschermen en duurzaam te beheren, met name door spaarzaam met de afzettingen om te springen en ze op passende wijze te benutten, waarbij de door de winning veroorzaakte hinder wordt beperkt en het gebruik van alternatieven voor het wegvervoer wordt aangemoedigd; dat de herziening van het gewestplan hiermee volledig in overeenstemming is;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan eveneens nauw aansluit op de doelstelling om bij te dragen tot werkgelegen en welvaart, en meer in het bijzonder met de optie die gericht is op het consolideren en ontwikkelen van sectoren van economische activiteit, met name die van renovatie en restauratie van erfgoed, en die welke verband houden met het gebruik van regionale materialen;

Overwegende dat, hoewel de ontginning niet groot in afmeting is, de herziening van het gewestplan bijdraagt tot de ontwikkeling van de specifieke troeven van Wallonië in de supraregionale context, gezien de kwaliteit van de gewonnen materialen en de hoge toegevoegde waarde van de producten die naar Nederland en Frankrijk worden uitgevoerd;

Naleving van artikel D.I.1 van het Wetboek

Overwegende dat artikel D.I.1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling luidt:

"§ 1. Het grondgebied van Wallonië behoort tot het gemeenschappelijk erfgoed van zijn inwoners. Het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling [...] beoogt een duurzame en aantrekkelijke ruimtelijke ontwikkeling.

Deze ontwikkeling voldoet aan en speelt op een evenwichtige manier in op de sociale, economische, demografische, energetische, patrimoniale, milieu- en mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap, rekening houdend, zonder discriminatie, met de ruimtelijke dynamiek en specificiteit, alsook met de sociale cohesie.

"§ 2. Het Gewest, de gemeenten en de andere overheidsorganen zijn, elk binnen zijn bevoegdheden en in coördinatie met het Gewest, de actoren, de beheerders en de vrijwaarders van deze ontwikkeling."

Overwegende dat de conclusies van het milieueffectrapport, zoals hierboven samengevat, aantonen dat de herziening van het gewestplan wel degelijk bijdraagt tot het voldoen aan de sociale, economische, energie- en mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap zonder grote schade te berokkenen aan het erfgoed en het milieu;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan derhalve voldoet aan de vereisten van artikel D.I.1. van het Wetboek, zoals voorzien in het ontwerpplan, in die zin dat het een evenwicht tot stand brengt door tegemoet te komen aan de behoeften van de gemeenschap om een duurzame en aantrekkelijke ontwikkeling van het gebied te waarborgen;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan in overeenstemming is met de lokale dynamiek en de exploitatie van specifieke territoriale kenmerken, omdat het de ontwikkeling van een lokale hulpbron mogelijk maakt en de bestendiging van activiteiten en lokale vaardigheden die gedurende een lange periode zijn ontwikkeld;

Inachtneming van de beginselen, van toepassing op de gewestplanherziening (artikel D.II.45)

Overwegende dat artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek bepaalt dat de opneming van een nieuw bebouwingsgebied in plaats van niet-bebouwingsgebieden in de zin van artikel D.II.23 van het Wetboek, moet voldoen aan beginselen van toepassing op de herziening; dat, wanneer deze nieuwe gebieden niet te verwaarlozen effecten zouden kunnen hebben op het leefmilieu, de opneming ervan daarenboven gecompenseerd wordt door de gelijkwaardige omvorming van een bestaand bebouwingsgebied of een gemeentelijk overleggebied tot een niet-bebouwingsgebied of door enige alternatieve compensatie, vastgelegd door de Regering zowel op operationeel, leefmilieu of energievlak als in termen van mobiliteit, rekening houdend met name met de impact van het bebouwingsgebied op de buurt;

Overwegende dat de opneming op het gewestplan van het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden waarop dit besluit betrekking heeft, onderworpen is aan de beginselen die van toepassing zijn op de herziening als bedoeld in artikel D.II.45, §§ 1r tot en met 3, van het Wetboek, aangezien het gaat om onroerende goederen die in het huidige gewestplan zijn aangeduid als natuurgebied en bijgevolg niet bestemd zijn voor stedelijke ontwikkeling;

Overwegende evenwel dat de opneming op het gewestplan van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden kan afwijken van het beginsel van artikel D.II.45, § 1, van het Wetboek, volgens hetwelk de opneming van een nieuw bebouwingsgebied ter vervanging van een niet-bebouwingsgebied moet grenzen aan een bestaand bebouwingsgebied; dat dit beginsel in casu niettemin wordt nageleefd;

Overwegende dat het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden een compacte configuratie heeft en niet de vorm van lintbebouwing aanneemt, zoals verboden bij artikel D.II.45, § 2, van het Wetboek;

Overwegende dat het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, dat ongeveer 4,3 ha grond beslaat die in het huidige gewestplan is aangewezen als natuurgebied, moet worden gecompenseerd;

Overwegende dat, in overeenstemming met de bepalingen van artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek, de compensatie wordt bereikt door de wijziging naar de bosgebied van onroerend goed met een oppervlakte van 4,6 ha die in het huidige gewestplan is aangeduid als gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, ten zuiden van de bestaande steengroeve;

Conclusies

Overwegende dat het door de vennootschap "Les Ardoisières d'Herbeumont" voorgestelde ontwerp tot uitbreiding van de exploitatie van de afzetting en van de installaties voor de verwerking samenvattend een herziening van het gewestplan Libramont-Bertrix-Neufchâteau vereist met het oog op de opnemings:

*** als gebied van aanhorigheden van een ontginningsgebied, van onroerend goederen met een oppervlakte van 4,3 ha, aangeduid als natuurgebied op het huidige gewestplan ten noorden en ten westen van de huidige steengroeve;**

*** als ontginningsgebied dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied wordt, van onroerende goederen met een oppervlakte van 12,4 ha, opgenomen als natuurgebied op het vigerende gewestplan, tussen de huidige steengroeve en de erfgoed- en toeristische site Morépire;** deze zone gaat vergezeld, over een breedte van 80 meter aan de westelijke grens van het nieuw opgenomen ontginningsgebied, van een bijkomende voorschriftgeïdentificeerd door het acroniem "S.107" gericht op:

"Voorwaarde voor de ontsluiting van het gebied is dat de stabiliteit van de voormalige galerijen en extractieruimten van de toeristische en erfgoedsite Morépire wordt bewaakt om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de locatie te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van deze afzetting met de toeristische activiteit van de site Morépire";

*** als bosgebied, voor planologische compensatie voor de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied, van onroerende goederen, 4,6 ha groot, opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden op het vigerende gewestplan, ten zuiden van de bestaande steengroeve;**

Overwegende dat voor dit uitbreidingsproject van de steengroeve het sectorplan van Libramont-Bertrix-Neufchâteau moet worden herzien met het oog op de schrapping van de perimeter van landschappelijk belang in overeenstemming met de nieuw op de lijst geplaatste zones van de extractie en de bijgebouwen van de extractie;

Overwegende dat de andere aanbevelingen in het milieueffectenrapport betrekking hebben op de exploitatie van de afzetting en de uitvoering van specifieke maatregelen om de milieueffecten van het exploitatieproject te verminderen; dat deze maatregelen, die de opsteller van het milieueffectrapport toereikend acht gezien de stand van de kennis van het exploitatieproject, evenwel niet binnen de werkingssfeer van het gewestplan vallen en zullen worden onderzocht in het kader van de afgifte van vergunningen na de definitieve vaststelling van het plan;

Overwegende dat het derhalve aan de bevoegde autoriteiten is om de maatregelen ter vermindering van de milieueffecten van de uitvoering van het plan vast te stellen en deze maatregelen te monitoren teneinde na te gaan of zij toereikend zijn om onvoorziene negatieve effecten te verminderen en alle corrigerende maatregelen te kunnen nemen die zij passend achten;

Overwegende dat de milieuverklaring waarin artikel D.VIII.36 van het Wetboek voorziet bij dit besluit gevoegd is,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Libramont-Bertrix-Neufchâteau wordt definitief vastgesteld overeenkomstig bijgevoegd plan, beogende:

- de opnemings van:

* van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden;

* van een ontginningsgebied dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied wordt, voorzien van een bijkomend voorschrift "S.107", over een breedte van 80 meter aan de westelijke grens van het nieuw opgenomen ontginningsgebied;

* van een bosgebied als planologische compensatie;

- en op het opheffen van de landschappelijk waardevolle omtrek op de gebieden die nu zijn opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden en als ontginningsgebied.

Art. 2. Het bijkomend voorschrift, gemerkt met de afkorting "S.107" op het plan, luidt als volgt:

"Voorwaarde voor de ontsluiting van het gebied is dat de stabiliteit van de voormalige galerijen en extractieruimten van de toeristische en erfgoedsite Morépire wordt bewaakt om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de locatie te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van deze afzetting met de toeristische activiteit van de site Morépire".

Art. 3. De overeenkomstig artikel D.VIII.36 van het Wetboek vereiste milieuverklaring wordt bij dit besluit gevoegd en maakt er integraal deel van uit.

Namen, 25 maart 2024.

W. BORSUS

Bijlage 1 : Milieuverklaring

- Milieuverklaring bij de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Bertrix -Libramont - Neufchâteau (bl. 67/3) voor de opneming op het grondgebied van de gemeenten Bertrix en Herbeumont, van een gebied met aanhorigheden van een ontginningsgebied en een ontginningsgebied die aan het einde van de exploitatie natuurgebied zullen worden, als uitbreiding van de steengroeve van Grand Babinay, de opheffing van een landschappelijk waardevolle omtrek en, bij wijze van planologische compensatie, de opneming van een bosgebied ten zuiden van de huidige steengroeve.

Inleiding

Deze milieuverklaring is vereist wegens artikel D.VIII.36 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Ze gaat als bijlage bij het ministerieel besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Bertrix -Libramont - Neufchâteau (bl. 67/3) voor de opneming op het grondgebied van de gemeenten Bertrix en Herbeumont, van een gebied met aanhorigheden van een ontginningsgebied en een ontginningsgebied die aan het einde van de exploitatie natuurgebied zullen worden, als uitbreiding van de steengroeve van Grand Babinay, de opheffing van een landschappelijk waardevolle omtrek en, bij wijze van planologische compensatie, de opneming van een bosgebied ten zuiden van de huidige steengroeve. Ze wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt en is toegankelijk via de website van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsbeleid Wonen Erfgoed Energie. De milieuverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in het plan en waarop het milieueffectenverslag, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen alsook de redenen van het plan of van het ontwikkelingsplan zoals aangenomen rekening houdende met de andere geplande redelijke oplossingen. De bezwaren en opmerkingen te berde gebracht in het openbaar onderzoek worden in detail beantwoord in het ministerieel besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan. Voor meer leesbaarheid wordt deze milieuverklaring opgedeeld in vier hoofdstukken: het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de gewestplanherziening, het tweede over de chronologische volgorde van deze herziening, het derde gaat in op de milieuoverwegingen en het laatste legt de keuze uit voor het aangenomen plan, gelet op de overige overwogen redelijke oplossingen.

I. Inhoud van de gewestplanherziening

De herziening van het gewestplan heeft betrekking op de opneming van :

- een gebied van aanhorigheden van een ontginningsgebied, 4,3 ha groot, op onroerende goederen heden opgenomen als natuurgebied gelegen in het noorden en in het westen van de bestaande steengroeve;
- een ontginningsgebied dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied van 12,4 ha zal worden, op 1 ha onroerend goed dat opgenomen is als natuurgebied tussen de huidige steengroeve en de erfgoed- en toeristische site van Morépire;

En, als planologische compensatie

- een bosgebied op onroerende goederen, 4,6 ha groot, bestemd als gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden ten zuiden van de huidige steengroev;

En de verwijdering van de opneming van de landschappelijk waardevolle omtrek op de gebieden van aanhorigheden van een ontginningsgebied en het nieuw opgenomen ontginningsgebied

Een aanvullend voorschrift, aangeduid als "*S.107", is van toepassing op een breedte van 80 meter op de westelijke grens van het nieuw opgenomen ontginningsgebied, om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de site te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van het depot en de toeristische activiteit op de Morépire-site.

De procedure voor de herziening van het gewestplan was die van de artikelen D.II.48, D.II.49, D.II.50, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 en 15, D.VIII.17 tot en met 20, D.VIII.30, D.VIII.35 en 36 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

II. Chronologie van de gewestplanherziening

Op 28 oktober 2016 heeft nv Ardoisières d'Herbeumont een aanvraag aan de Waalse Regering gericht houdende de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden en een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Lessen, overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie (CWATUP), dat toen van toepassing was.

De aanvrager voltooide zijn aanvraag in november 2018 na de inwerkingtreding van het huidige Wetboek.

Voordat de aanvraag aan de Waalse Regering werd voorgelegd, werd hij samen met het dossier ter informatie aan het publiek voorgelegd, overeenkomstig de artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek 1 van het Wetboek van Leefmilieu. Een informatievergadering heeft op 22 september 2016 in Bertrix plaatsgevonden. Op 29 september 2016 bracht de gemeenteraad van Bertrix een gunstig advies uit over het ontwerp van herziening van het gewestplan. Op 3 oktober 2016 bracht de gemeenteraad van Herbeumont een voorwaardelijk gunstig advies uit over het ontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan.

Bij besluit van 18 juli 2019 heeft de Waalse Regering beslist tot herziening van het gewestplan Bertrix -Libramont - Neufchâteau (bl. 67/3), tot aanneming van de ontwerp-herziening met het oog op de opneming op het grondgebied van de gemeenten Bertrix en Herbeumont, van een gebied met aanhorigheden van een ontginningsgebied en een ontginningsgebied die aan het einde van de exploitatie natuurgebied zal worden, als uitbreiding van de steengroeve van Grand Babinay, de opheffing van een landschappelijk waardevolle omtrek en, bij wijze van planologische compensatie, de opneming van een natuurgebied ten zuiden van de huidige steengroeve, en tot onderwerping ervan aan de milieueffectenbeoordeling

Overeenkomstig artikel D.VIII.34 van het Wetboek heeft de aanvrager het adviesbureau gekozen dat belast is met het opstellen van het milieueffectrapport over het project voor de herziening van het gewestplan Libramont-Bertrix-Neufchâteau. Het advieskantoor PISSART, erkend overeenkomstig genoemd Wetboek en Boek I van het Milieuwetboek, werd daarvoor aangewezen.

Het milieueffectenrapport werd in het kader van de uitwerking ervan, van opmerkingen en suggesties voorzien door de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening op 16 juli 2021 en 30 mei 2022 en door de Beleidsgroep Leefmilieu op 18 augustus 2021 en 25 mei 2022, overeenkomstig artikel D.VIII.30 van het Wetboek. De plaatselijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Bertrix en Herbeumont werden ook op de hoogte gebracht, maar hebben geen advies uitgebracht.

Het ontwerpplan werd van 7 september tot 23 oktober 2023 onderworpen aan een openbaar onderzoek in de gemeenten Bertrix en Herbeumont. Het openbaar onderzoek heeft aanleiding gegeven geen enkel bezwaar.

De Gemeenteraad van Herbeumont heeft een gunstig advies uitgebracht met betrekking tot de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden en een ontginningsgebied dat aan het einde van de exploitatie natuurgebied zal worden, alsook met betrekking tot de schrapping van de landschappelijk waardevolle omtrek die als overdruk opgenomen is boven op de toekomstige gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden en een ongunstig advies met betrekking tot de opneming, als

planologische compensatie, van een natuurgebied ten koste van het zuidelijke deel van het gebied van aanhorigheden vanontginningsgebieden van de steengroeve van Grand Babinay. Op 16 november 2023 bracht de gemeenteraad van Bertrix een gunstig advies uit over de herziening van het plan, op voorwaarde dat de operatie verenigbaar was met het toeristische en erfgoedproject voor de Morépire-site.

De beleidsgroep Ruimtelijke Ordening bracht op 22 december 2023 een gunstig advies uit over het ontwerp-plan. Genoemd advies heeft als referentie AT.23.114.AV.

Op 10 januari 2024 bracht de Beleidsgroep Leefmilieu een gunstig advies uit over de milieugeschiktheid van het ontwerpplan. Genoemd advies heeft als referentie ENV.24.1.AV.

III. Overwegingen inzake leefmilieu

1. Biologische diversiteit – Fauna en flora

Het milieueffectrapport stelt dat de impact van de herziening van het gewestplan op de biodiversiteit aanzienlijk zal zijn, gezien het verlies van beschermde soorten.

Een groot deel van het gebied waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft, maakt deel uit van het Natura 2000-netwerk dat is opgenomen in gebied BE34046 *Bassin de la Semois de Florenville à Auby* en wordt gekenmerkt door luzerneheide, een bijzonder interessante en belangrijke biologische habitat in dit gebied.

De gevolgen van de 11 ha historisch inheems bos die noodzakelijkerwijs gekapt moeten worden, kunnen niet vermeden of voldoende beperkt worden en vereisen specifieke compenserende maatregelen. Deze waren het onderwerp van een 3:1 ecologisch compensatievoorstel van in totaal 32 hectare en een passende effectbeoordeling in 2016.

De auteur van het milieueffectrapport bevestigt de ecologische compensatiemaatregelen die zijn voorgesteld in de passende effectbeoordeling die bij de aanvraag is gevoegd en die de verhouding 3:1 van ecologische compensatie bereiken die gewoonlijk wordt overwogen voor het verwijderen van interessante habitats die in Natura 2000 zijn opgenomen. Dit voorstel voorziet in een passende en toereikende compensatie.

Hoewel de impact op het gebied zelf aanzienlijk is, moet deze worden gerelativeerd in verhouding tot de totale oppervlakte van het Natura 2000-gebied BE34046, dat 5.373 ha groot is. De herziening van het gewestplan vertegenwoordigt een percentage van minder dan 0,5% en de te verwachten negatieve effecten, zowel op de integriteit van het Natura 2000-gebied als op de samenhang van het Natura 2000-netwerk, kunnen als niet-significant worden omschreven.

Het milieueffectenrapport gaat ook in op verschillende maatregelen die moeten worden uitgevoerd tijdens de operationele en herontwikkelingsfasen, zowel binnen de bestaande groeve als binnen de omtrekken die verband houden met de uitbreiding van de groeve. Deze zijn gericht op het plannen van boskap, het milieuvriendelijk beheren van afzonderingsvoorzieningen, het onderhouden en recreëren van biologisch interessante habitats en het beheren van invasieve exoten.

Aan het einde van de operatie wordt het herziene ontginningsgebied opnieuw natuurgebied, met als doel de biodiversiteit te bevorderen.

De bestemming van de gronden opgenomen als bosgebied als planologische compensatie heeft het voorwerp uitgemaakt van een vergelijkende analyse tussen deze bestemming en de bestemming als natuurgebied. Het resultaat van deze beoordeling is dat de grond gedeeltelijk wordt ingenomen door zachthoutplantages (sparren) en door hardhoutplantages (lichte beuk), dat deze feitelijke situatie dus beter overeenkomt met de hoofdfunctie die voor het bosgebied is gedefinieerd, dat het biologisch belang van deze omtrek op zich geen herindeling als natuurgebied rechtvaardigt, dat het bosbeheer van de opstanden in de praktijk hoogstwaarschijnlijk op dezelfde manier zal worden uitgevoerd, ongeacht de gekozen indeling, en dat de indeling als bosgebied dus meer flexibiliteit lijkt te bieden op het gebied van beheer, terwijl een ecologisch evenwicht gewaarborgd blijft.

2. Bevolking

2.1. Menselijke activiteiten, w.o. bosbouw

De uitvoering van de herziening van het gewestzal leiden tot het verlies van ongeveer 14 hectare bos dat eigendom is van de gemeente Bertrix.

In het milieueffectrapport wordt geconcludeerd dat de herziening van het gewestplan geen gevolgen zal hebben voor de bosbouwactiviteiten op gewestelijk of gemeentelijk niveau. Op lokale schaal betekent de herziening de verplaatsing van een bosstrook van iets meer dan 500 m lang. De buurtweg nr. 5, gelegen op de grens tussen het ontginningsgebied en het nieuw opgenomen ontginningsgebied, zal worden onderhouden en de omgeving zal veilig moeten worden gemaakt.

De bestemming als bosgebied opgenomen als planologische compensatie in dit besluit draagt bij tot het behoud van de bosbouwactiviteit en komt tegemoet aan het verzoek van de gemeente Herbeumont om de gemeente op dit vlak niet financieel te benadelen.

Met betrekking tot de toeristische activiteiten op de site van Morépire en de activiteit van Cap Nature, die beide grenzen aan het opgenomen ontginningsgebied, is het milieueffectrapport van mening dat het potentiële effect hoofdzakelijk verband houdt met het risico van geluidsoverlast, waarvoor de voorschriften zullen worden opgenomen in de exploitatievergunning.

Een aanvullend voorschrift, aangeduid als "*S.107", is van toepassing op een breedte van 80 meter op de westelijke grens van het nieuw opgenomen ontginningsgebied, om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de site te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van de afzetting en de toeristische activiteit op de Morépire-site.

Dit voorschrift beantwoordt ook aan een verzoek van de gemeenteraad van Bertrix om rekening te houden met de lesteengroeveactiviteiten in de buurt.

2.2. Leefkwaliteit en menselijke gezondheid

2.2.1. Geluidshinder

Met betrekking tot de geluidshinder benadrukt het milieueffectenrapport de locatie van de groeve en de uitbreiding ervan, op geruime afstande van woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter. Slechts enkele eigendommen bevinden zich in de onmiddellijke nabijheid van de steengroeve: vier huizen tegenover de bestaande steengroeve, één huis dat deel uitmaakt van het toekomstige gebied van aanhorigheden van ontginningen, twee huizen ten oosten van de steengroeve en het Morépire-domein ten westen ervan. Met uitzondering van deze laatste locatie zal de exploitatie zich geleidelijk verwijderen van de woningen en niet gepaard gaan met een toename van de geluidsoverlast ter hoogte ervan. De verwerkingsfaciliteiten blijven gevestigd in het gebied van aanhorigheden van ontginningen. De auteur van het milieueffectrapport wijst erop dat de steengroeve en de uitbreiding ervan onderworpen zullen zijn aan geluidsvoorschriften die zijn vastgelegd in sectorale voorwaarden met betrekking tot steengroeven. De steengroeve voert geen regelmatige mijnschoten uit, maar enkel, twee of drie keer per jaar, een shake-out explosie, waarvan de impact beperkt blijft tot de omwonenden. De auteur van het milieueffectrapport beveelt evenwel aan om de omwonenden en de naburige toeristische activiteiten te waarschuwen.

Wat de geluidshinder betreft, veroorzaakt door het vervoer van de productie, wordt in het milieueffectrapport geconcludeerd dat de toename van het aantal bijkomende vrachtwagens met 2 tot 3 per dag geen waarneembaar effect op akoestisch niveau zal hebben.

2.2.2. Lucht

Vanuit dit oogpunt is de belangrijkste impact gekoppeld aan sedimenteerbaar stof, waarvan de impactzone beperkt is en zich over het algemeen uitstrekt binnen een straal van 500 meter van

de bron. De voorgestelde productietoename zal waarschijnlijk niet leiden tot een significante toename van stofemissies of modderafzettingen op de N824. De auteur van het milieueffectrapport beveelt echter aan om de wielen van vrachtwagens schoon te maken voordat ze de groeve verlaten, om vrachtwagens met dekzeilen te bedekken, om sporen bij droog weer te besproeien en om toegangswegen schoon te maken.

2.2.3. Trillingen

Luidens het milieueffectenverslag wordt de hinder die omwonenden ondervinden van de uitbating van de groeve bij het houden van mijnschoten beperkt door deze mijnschoten voorzien zullen zijn op een bepaald uur, één of twee keer per week." In de toekomstige vergunningen zullen de voorwaarden worden vastgesteld waaraan de mijnschoten zullen moeten voldoen om de ontstane hinder te beperken.

2.3. Mobiliteit

Het milieueffectrapport concludeert dat, ondanks een voluntaristisch scenario dat gericht is op een verdubbeling van de productie, het verkeer dat door de leisteengroeven van Herbeumont wordt gegenereerd laag zal blijven, rond de 5 tot 6 vrachtwagens per dag. Het wijst er ook op dat de voorkeursroute van en naar de E411 alleen kan lopen via regionale wegen die geschikt zijn voor vrachtverkeer.

3. Materiële goeden – bebouwd kader

3.1. Trillingen

De auteur van het milieueffectrapport stelt dat de bebouwde omgeving binnen en direct grenzend aan de locatie geen tekenen van verslechtering vertoont die verband houden met de huidige exploitatie. Aangezien de ontginning in westelijke richting zal doorgaan, weg van woongebieden, is er geen reden om te vrezen voor een verslechtering als gevolg van de uitvoering van het herziene gewestplan.

Wat betreft de integriteit van de zalen en de veiligheid van de toeristische en erfgoedsite van Morépire, concludeert de auteur van het milieueffectenrapport dat, gezien de afstand, het redelijk is om significante verstoring door trillingen in de oude schachten van Morépire uit te sluiten.

Een aanvullend voorschrift, geldend over een breedte van 80 meter op de westelijke grens van het bij dit besluit opgenomen ontginningsgebied, de invoering vraagt van een monitoring van de stabiliteit van de voormalige gaanderijen en kamers waar ontginningen plaatsvonden te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van de afzetting en de toeristische activiteit op de Morépire-site.

Dit voorschrift geldt ook ter voorkoming van ieder eventueel risico en beantwoordt ook aan een verzoek van de gemeenteraad van Bertrix om rekening te houden met de leisteengroeveactiviteiten in de buurt.

3.2. Erfgoed

Er wordt geen impact op het erfgoed verwacht. Het Waals Erfgoedagentschap heeft een gunstig advies uitgebracht dat benadrukt dat de voortzetting van de mijnbouw bijdraagt tot het behoud van het lokale Waalse historische en architecturale erfgoed door de voortzetting van de productie van leisteen.

4. Landschap

Volgens het milieueffectrapport zal de uitbreiding van de groeve geen invloed hebben op vergezichten, gezien de ligging in een dichtbeboste vallei. Het schrappen van de landschappelijk waardevolle omtrek op het gewestplan heeft geen invloed op de samenhang van het geheel en vereist geen herconfiguratie van de omtrek. De auteur van het

milieueffectrapport wijst erop dat ADESA asbl bevestigt dat er geen bijzondere moeilijkheden inzake landschap op te lossen zullen zijn bij de herziening van het gewestplan. De belangrijkste verwachte landschappelijke effecten betreffen korte zichten vanaf de weg en nabijgelegen voetpaden, en zullen afhangen van de uitvoering van de afzonderingsvoorzieningen die gepland zijn voor de gebieden van aanhorigheden van ontginningen en de ontginningsgebieden. De auteur van het milieueffectrapport beveelt aan om de aard van het afzonderingssysteem in de hele omtrek te specificeren, behalve daar waar de locatie de N824 raakt.

Aan het einde van de exploitatie zal het ontginningsgebied terugkeren naar een natuurgebied waarvan het lokale landschapsbeeld zal afhangen van de beheersmaatregelen na de extractie. Het gebied zal echter zijn natuurlijke karakter terugkrijgen en evolueren van een open omgeving naar een omgeving die opnieuw gekoloniseerd wordt door vegetatie. Het herstel van het gebied van aanhorigheden van ontginningen zal afhangen van de voorwaarden voor de herontwikkeling van de site die in latere vergunningen worden uiteengezet.

5. Bodem

Een groot deel van de bodems binnen de herziene omtrek zijn historische bosbodems met goede bodem- en ecologische waarden. De exploitatie van de ondergrond zal resulteren in het verlies van iets minder dan 13 ha van deze bosbodems en 5 ha van de zuurdere bodems door de opstanden van zacht hout.

Het beheer van afvalgesteente en de stabiliteit van de hellingen zijn punten van zorg, waarvoor de auteur van het milieueffectrapport uitvoeringsmaatregelen aanbeveelt die moeten worden gespecificeerd wanneer de vergunningen worden afgegeven.

De herontwikkelingsvoorwaarden zullen de omstandigheden voor het opvullen van de putbodem moeten beheren door gedeeltelijke opvulling, waardoor het gewenste ecologische beheer mogelijk wordt terwijl de hoogte van de afvalbergen wordt beperkt.

6. Hydrologie en hydrogeologie

6.1. Oppervlaktewater

Volgens het milieueffectrapport is het niet waarschijnlijk dat de uitvoering van het herziene gewestplan de watervoorziening van het stroomgebied van de Aise zal veranderen of de Ardoisière zal wijzigen.

Het bestaande permanente waterreservoir in de beek Grosse Fontaine heeft er niet voor gezorgd dat de beek is opgedroogd als gevolg van de steengroeve. De hoeveelheden onttrokken water zijn bescheiden en de situatie zal in de toekomst niet veranderen.

Aangezien de bodem van de toekomstige winningsput boven het niveau van de waterloop blijft en een strook van 20 m breed langs de N824 onveranderd blijft, wordt er geen risico op afspoeling of mijnwater verwacht. Regenwater dat zich op de bodem van de put verzamelt, moet mogelijk worden weggepompt na bezinking, in overleg met de waterloopbeheerder. De auteur van het milieueffectrapport beveelt aan om greppels aan te leggen om afspoeling naar de voet van de buurtweg nr. 5 te voorkomen.

De herziening van het gewestplan mag geen invloed hebben op de situatie van het afvalwaterbeheer. De omtrek is opgenomen als een onafhankelijke saneringszone in het PASH.

6.2. Grondwater

In het milieueffectrapport wordt gemeld dat de uitbreiding van de steengroeve Ardoisières d'Herbeumont waarschijnlijk niet zal leiden tot een significante verandering in de hydrogeologie: er wordt geen mijnwater verwacht, de mijnbodem ligt boven het niveau van de beek de Ardoisière en het grondwaterpeil zal waarschijnlijk in evenwicht zijn met het niveau van de beek.

De hele groeve ligt in een afgelegen vast preventiegebied. Aangezien de uitbreiding niet bij de betreffende waterinlaat zal plaatsvinden en er niet gepompt of ontwaterd zal worden, wordt er geen effect verwacht op deze bestaande waterinlaat.

7. Klimaatfactoren

Volgens de auteur van het milieueffectrapport zal de uitbreiding van de steengroeve waarschijnlijk geen significante verandering teweegbrengen in het algemene klimaat, waarvan de evolutie het resultaat is van veel complexere en meer globale oorzaken.

8. Interacties tussen de verschillende factoren

Het milieueffectenverslag wijst erop dat de effecten in verband met de ontginningsactiviteit cumulatief zijn en een rechtstreeks effect sorteren op de nabije leefomgeving, zowel door de ontginning van het gesteente en de verwerking ervan als door het zwaar vrachtverkeer voor het vervoer.

De nadruk wordt daarin evenwel niet gelegd op bijzondere interacties tussen de effecten die in de huidige milieuverklaring worden vernoemd.

Uit de conclusies van het milieueffectenverslag, blijkt dat de gewestplanherziening een positieve balans op leefmilieugebied oplevert wat betreft de lokale effecten, daar de effecten beperkt zijn en afzijn van de woongebieden

IV. Andere overwogen redelijke oplossingen

Het milieueffectenverslag heeft geconcludeerd dat er geen enkel ander alternatief inzake lokalisering of afbakening de voorkeur verdiende ten opzichte van de gebieden waarvoor gekozen is in het ontwerp-plan op 18 juli 2019 aangenomen door de Waalse Regering voor de afzetting waarvan het bestaan op deze plaats bevestigd is.

Ook de verwijdering van de landschappelijk waardevolle omtrek die was gepland voor de aanhorigheden van de ontginning en de opgenomen extractiegebieden, werd niet in twijfel getrokken.

Bijgevolg beperkt dit besluit zich tot de afbakening van het gebied voorgesteld door het ontwerp-plan, bij dit besluit bevestigd in het kader van de definitieve aanneming van de gewestplanherziening.

Niettemin worden de verzoeken van de gemeente Bertrix ingewilligd om de integriteit en veiligheid van de galerijen en ontginningsruimten op de site van Morépire te bewaren. Er wordt op een breedte van 80 meter op de westelijke grens van het nieuw opgenomen ontginningsgebied een bijkomend voorschrift opgenomen, om de integriteit van de kamers en de veiligheid van de site te garanderen, evenals het samengaan van de exploitatie van de afzetting en de toeristische activiteit op de Morépire-site.

Er wordt eveneens ingestemd met het verzoek van de gemeente Herbeumont om geen gevolgen te hebben voor de bosbouwactiviteit die aanwezig is op de gronden die deel uitmaken van de planologische compensatie en er wordt met het oog hierop en in het licht van de informatie in het milieueffectrapport besloten om de planologische compensatie toe te wijzen aan een bosgebied.

Namen, 25 maart 2024

De Minister van Ruimtelijke Ordening,

W. BORSUS

Advies van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, aangenomen op 22 december 2023;
AT.23.114.AV)

Advies aangenomen op 22/12/2023

Aanhef

De Beleidsgroep wijst op hetvolgende :

- Op 25/01/2019 heeft zij een gunstig advies uitgebracht over het verzoek om een nieuw onderzoek (ref: AT.19.9.AV) ;
- Op 30/08/2019 heeft zij een gunstig advies uitgebracht over de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek (ref: AT.19.84.AV);
- Op 16/07/2021 is zij op de hoogte gesteld van de voortgang van de voorlopige analyses en het opstellen van het MER - fase 1 (ref. : AT.21.62.AV) ;
- Op 30/05/2022 is zij op de hoogte gesteld van de voortgang van de voorlopige analyses en het opstellen van het MER - fase 2 (ref. : AT.22.46.AV

BERICHT

De Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening heeft een gunstig advies uitgebracht over de voorgestelde herziening van het gewestplan BERTRIX-LIBRAMONT-NEUFCHATEAU, met het oog op de inschrijving van een ontginningsgebied (dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied zal worden) en een zone met bijgebouwen voor de winning als uitbreiding van de steengroeve van Grand Babinay, een natuurgebied als compensatie en de opheffing van een gebied van landschappelijk belang in BERTRIX en HERBEUMONT.

A. Betreffende de opnemng van een ontginningsgebied dat uiteindelijk een natuurgebied zal worden en een gebied met aanhorigheden van ontginningen:

De Beleidsgroep merkt op dat het gewestplan dringend moet worden herzien, gezien de beperkte afzettingreserves in de bestaande put. Deze herziening zal toegang geven tot een nieuwe afzettingreserve die onontbeerlijks is voor de verdere exploitatie van deze groeve, die ook de enige leisteengroeve in het Waalse Gewest is die leisteen en decoratieve leisteen produceert.

De Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening verwelkomt de dialoog tussen de verschillende belanghebbenden, vooral met betrekking tot toeristische activiteiten in de buurt. Hij verzoekt deze dialoog voort te zetten met het oog op de mogelijke synergieën tussen deze activiteiten. De Beleidsgroep merkt ook op dat dit verzoek geen aanleiding heeft gegeven tot bezwaren tijdens het openbaar onderzoek dat in de twee gemeenten werd georganiseerd.

B. Betreffende de opnemng van het natuurgebied als een planologisch compensatiegebied :

De Beleidsgroep heeft geen bezwaar tegen de toewijzing van de planologische compensatie als natuurgebied, gezien het advies van de SPW-ARNE, die dit het meest geschikt acht.

C. Met betrekking tot ecologische compensatie:

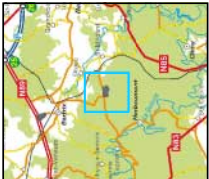
De Beleidsgroep herinnert aan haar advies over fase 2 van het MER: zij is er voorstander van om de Natura 2000-aanwijzing te beperken tot de omtrekken van Babinay (10 ha) en Burlonfays (22 ha), zoals aanbevolen door de auteur van het MER en in overeenstemming met de Europese richtlijnen.

D. Over de schrapping van de landschappelijk waardevolle omtrek

De Beleidsgroep heeft geen bezwaar tegen de verwijdering van de landschappelijk waardevolle omtrek.

Ten aanzien van de kwaliteit van het milieueffectenrapport is de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening van mening dat het de informatie bevat die nodig is voor de besluitvorming.

Er zijn geen grote wijzigingen geweest in het definitieve MER sinds fase 1 en 2 werden gepresenteerd aan de Beleidsgroep.
De heer Samuël SAELENS
Voorzitter.



Wallonie
territoire
SPW

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

SPW - TERRITOIRE, LOGEMENT, PATRIMOINE, ENERGIE
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

**REVISION DU PLAN DE SECTEUR
DE BERTRIX LIBRAMONT NEUFCHATEAU**

Visant l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, d'une zone d'extraction, devenant au terme de l'exploitation une zone naturelle, en extension de la carrière du Grand Babinay, la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager et, au titre de compensation planologique, l'inscription d'une zone forestière au sud de la carrière actuelle, sur le territoire des communes de Bertrix et d'Herbaumont.

Vu pour être annexé à notre arrêté du

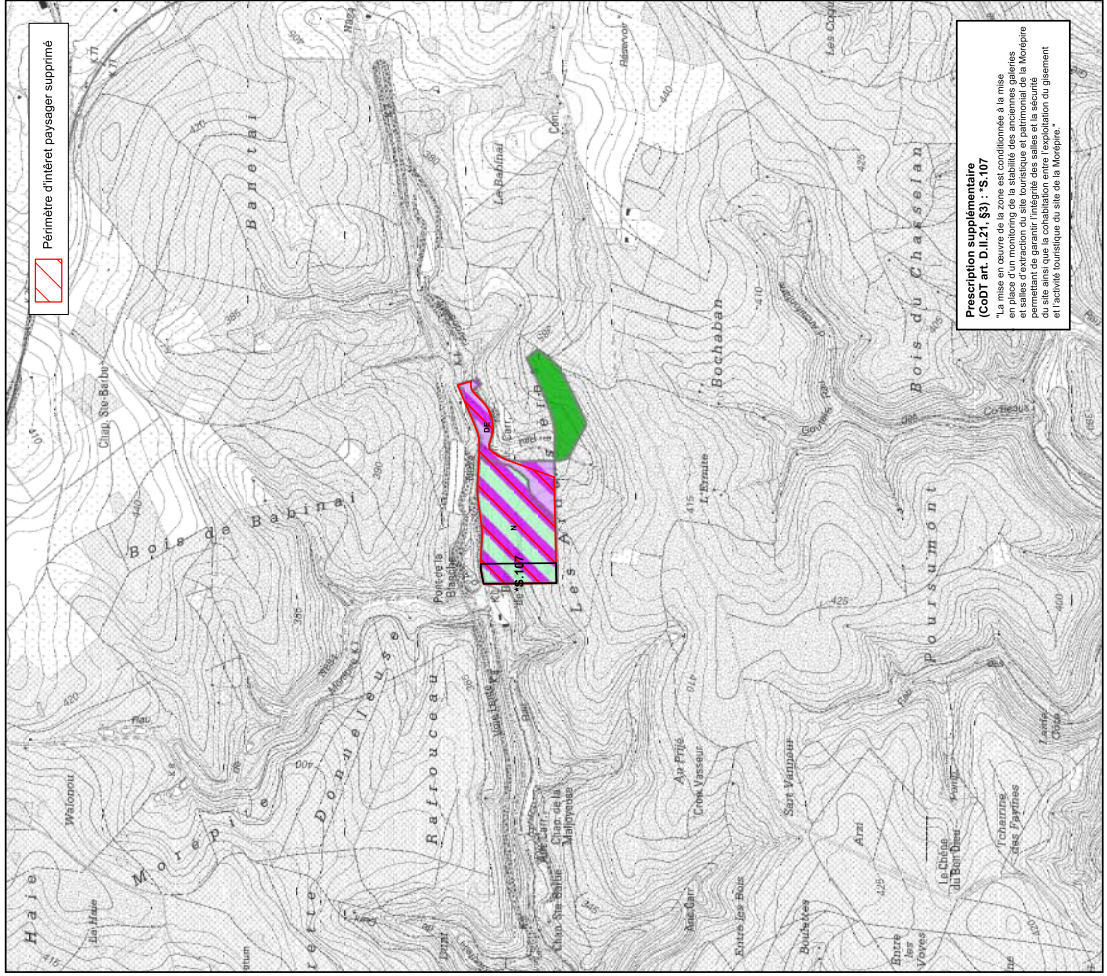
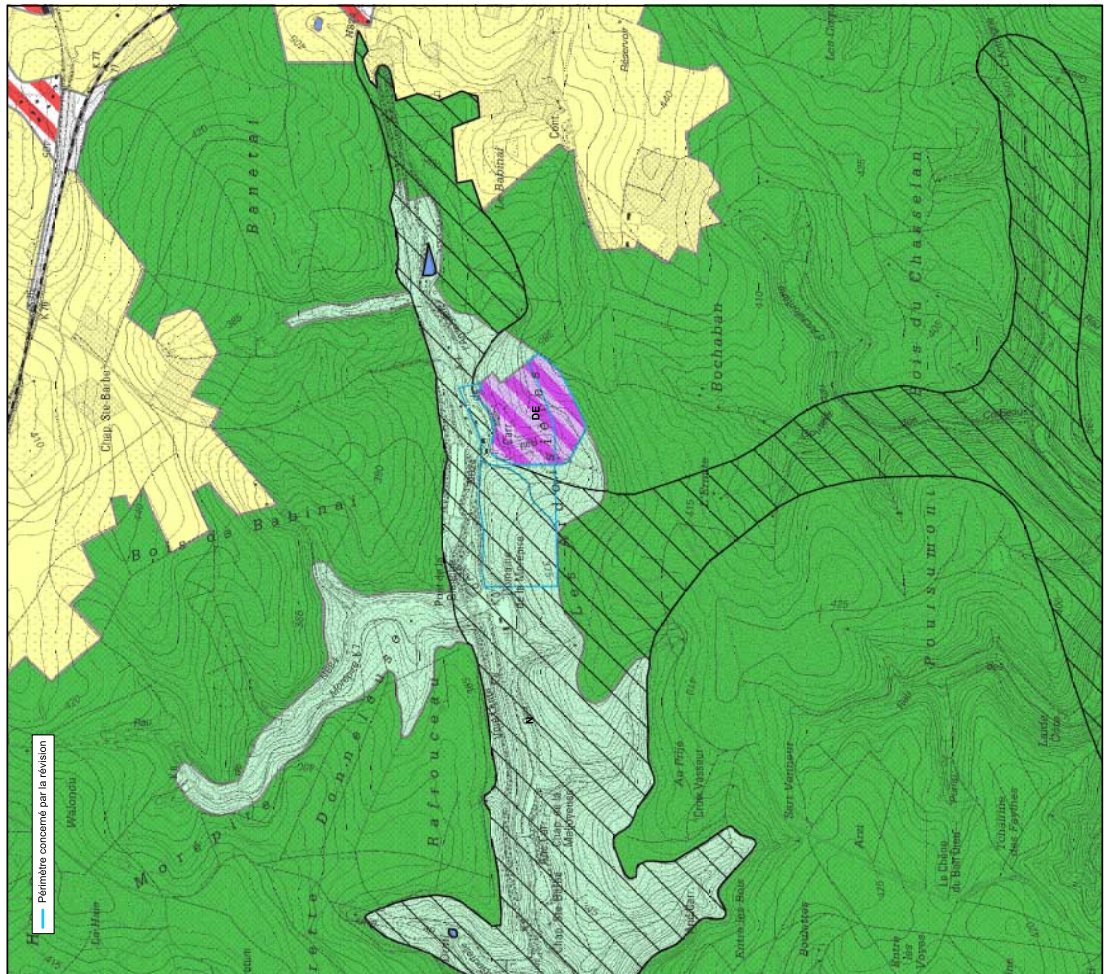
Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur,
de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire,
de l'IFAPME et des Centres de compétence

Willy BORSUS

RECOURAGE I.G.N.	
044	045
046	047
048	049
050	051
052	053
054	055

PLAN DE SECTEUR

adaptés sur base des dispositions du CoDT : ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



Périmètre d'intérêt paysager supprimé

**Prescription supplémentaire
(CoDT art. D.II.21, §3) : 'S.10'**

La mise en oeuvre de la zone est conditionnée à la mise en oeuvre de la zone forestière. Les prescriptions de la zone forestière sont destinées à garantir l'intégrité des salines et du patrimoine de la région, permettant de garantir l'intégrité des salines et la sécurité du site ainsi que la collaboration entre l'exploitation de gisement et l'activité touristique en zone de paysage.